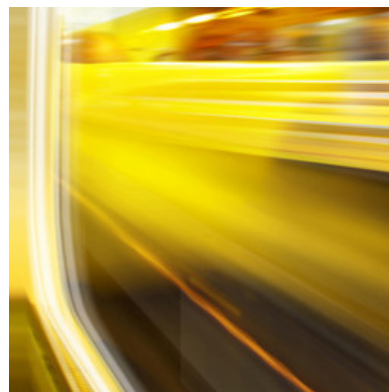
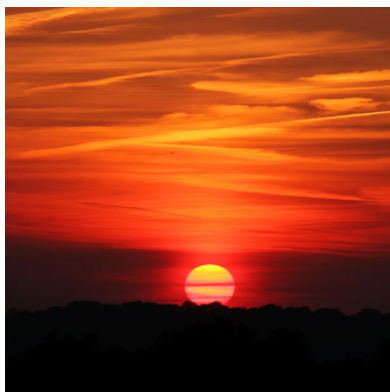


CONFÉRENCE INTERNATIONALE W3 2013

Work in a Warming World

Travailler dans un monde en réchauffement : travail, changements climatiques et luttes sociales

*Thèmes principaux, séances plénières, ateliers, conférenciers et
conférencières et résumés*



29 novembre • 1^{er} décembre 2013
Université de Toronto
Collège Woodsworth



W3 | Work in a Warming World

Version définitive

Table des matière



Commanditaires et partenaires	Page 2
Mot de bienvenue.....	Page 3
Programme.....	Page 4
Conférencier d'honneur - David Miller	Page 8
Conférencier d'honneur - Philip Jennings.....	Page 9
Conférencière et conférenciers.....	Page 10
Tables rondes	Page 11
Animation des séances	Page 15
Résumés	Page 22

Conférence internationale W3 2013
Work in a Warming World
Travailler dans un monde en réchauffement :
travail, changements climatiques et luttes sociales
du 29 novembre au 1^{er} décembre 2013
Université de Toronto - Collège Woodsworth
119, rue St. George Toronto (Ontario) Canada M5S 1A9

Commanditaires et partenaires

La conférence a pu compter sur le soutien et la contribution de nombreux organismes. Le collège Woodsworth et le Centre des relations industrielles et des ressources humaines de l'université de Toronto ont prêté le lieu de la conférence, ont fourni du soutien logistique et nous ont fait profiter de leur esprit créateur. Les universités Queen's, Simon Fraser, York et de Toronto ont soutenu les étudiantes et étudiants qui ont présenté des communications. Grâce au soutien financier et logistique des 14 organismes dont le logo figure ci-dessous, des étudiantes et étudiants et de jeunes travailleuses et travailleurs ont pu participer à la conférence. Nous tenons à remercier tout particulièrement le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada pour son appui déterminant au programme « Travailler dans un monde en réchauffement ».

Le programme « Travailler dans un monde en réchauffement » tient à exprimer toute sa gratitude au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), qui a traduit le présent document. Les connaissances acquises dans le cadre de la conférence peuvent ainsi être diffusées auprès des chercheurs universitaires et des syndicalistes francophones qui souhaitent prendre part à la lutte visant à ralentir le réchauffement climatique.



LABOR NETWORK
FOR SUSTAINABILITY



Canadian Labour Congress

Congrès du travail du Canada

BLEUVERT
CANADA



UNIFOR
theUnion | lesyndicat



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

Mot de bienvenue



Bonjour à toutes et à tous,

Bienvenue à la conférence internationale « Travailler dans un monde en réchauffement » !

Qui aurait pu le prévoir? Jamais nous n'aurions pensé que la conférence revêtirait un caractère aussi international. Ce cosmopolitisme inattendu a permis d'élargir et d'approfondir l'éventail des sujets traités et des stratégies de riposte proposées, et ce, non seulement pour nous au Canada, mais aussi, espérons-le, pour l'ensemble des participantes et participants, tant d'ici que d'ailleurs. Dans le cadre de la présente conférence, nous aurons l'occasion de mettre en commun nos expériences pour mettre au point une meilleure riposte stratégique aux changements climatiques qui pourra être menée par les travailleuses et travailleurs. *Au terme de la conférence, nous ferons la synthèse de ces stratégies et tactiques pour aller de l'avant.*

La présente conférence découle du travail entrepris par l'équipe de recherche du programme *Work in a Warming World* (travailler dans un monde en réchauffement), composée d'universitaires, de syndicats, de conseils sectoriels et de groupes environnementaux, dans le cadre d'une alliance de recherche financée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Notre travail s'attarde surtout à ce qui se fait au Canada, mais ce que font les environnementalistes syndicaux et les bons gouvernements ailleurs dans le monde nous intéresse aussi vivement. Et compte tenu du climat glacial qui règne au Canada, nous avons besoin du plus grand nombre possible de bonnes idées. À cet égard, je me dois de mentionner que, en 2011, le gouvernement fédéral du Canada a annoncé qu'il cesserait de financer plus d'une centaine de conseils sectoriels. Par conséquent, en 2013, nous avons perdu quatre de nos groupes membres.

L'ampleur de la participation à la conférence et son envergure internationale ont dépassé toutes nos attentes. Nous étions loin de nous douter, au moment d'envoyer l'invitation à présenter des communications, de l'ampleur, du degré d'approfondissement et de l'efficacité du travail accompli ailleurs dans le monde à cet égard. Certes, nous étions déjà au courant du leadership de l'Union européenne, de la taxe imposée par l'Australie sur le carbone, des initiatives fragmentées entreprises au Canada et dans le Nord-Est et l'Ouest des États-Unis et des obstacles dressés obstinément par les élites canadiennes et américaines du secteur des ressources. En réponse à notre invitation, nous avons reçu des études de cas de nombreux pays : Bénin, Éthiopie, Ouganda, Kenya, Nouvelle-Zélande, Népal, Inde, Pakistan, Bangladesh, Nigeria, Suède, Royaume-Uni, Italie, Philippines et États-Unis. Des fédérations mondiales, telles que la Confédération syndicale internationale (CSI) et l'Internationale des compétences et des services (UNI Global Union), qui ont une portée véritablement transnationale, en ont beaucoup à dire sur ce que font déjà les travailleuses et travailleurs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Des alliances mondiales, comme l'alliance mondiale des récupérateurs de déchets, peuvent témoigner du rôle crucial que joue l'emploi informel dans le domaine de la responsabilité environnementale, un militantisme que la recherche traditionnelle passe trop souvent sous silence. Ces alliances soulèvent aussi des possibilités intéressantes sur la négociation sectorielle.

Somme toute, nous avons reçu près de 90 résumés. Malheureusement, certains des présentateurs d'Afrique et d'Asie n'ont pu obtenir de visa, ou en un reçu un, mais trop tard pour pouvoir assister à la conférence. Quoi qu'il en soit, nous comptons bien faire entendre leur voix.

Quels sont les objectifs de la conférence? Ils sont triples :

1. Mettre en commun nos connaissances de ce qui fonctionne bien et faire en sorte que de nombreux pays et secteurs adoptent les tactiques et les stratégies qui réussissent.
2. Tisser des liens en matière de recherche et d'action entre les groupes et les particuliers qui, autrement, n'auraient pas été au courant du travail accompli par ces groupes et personnes.
3. Créer de véritables mécanismes d'échange de l'information, d'analyse et de soutien sur tous les continents.

Je vous souhaite, chers collègues, trois belles journées de travail productives!

Carla Lipsig-Mummé

Directrice

Ordre du jour

Vendredi 29 novembre 2013

8 h	Salle Kruger	Inscription
8 h	Salle Kruger	Déjeuner
9 h 15	Salle Kruger	Mot de bienvenue Joe Desloges, directeur du collège Woodsworth
9 h 15	Salle Kruger	La conférence et ses objectifs Carla Lipsig-Mummé, directrice, « Travailler dans un monde en réchauffement » et professeure en études sur le travail et la main-d'œuvre de l'université York, Canada
10 h		Pause
10 h 15	BL 205	Séance n° 1 Environnement, monde du travail, mouvements sociaux et coalitions
	WW126	Le capital des travailleurs et travailleuses et l'écologisme des caisses de retraite : stratégie, contradictions et politiques
11 h 30	Salle Kruger	Séance plénière : Le travail des scientifiques La science, le droit et les politiques : prise de décisions environnementales à l'ère Harper Chris Tollefson , professeur, université de Victoria; titulaire de la chaire Hakai en droit de l'environnement et en durabilité; directeur général du centre du droit de l'environnement Animation : Marjorie Griffin Cohen , professeure en sciences politiques et en études féministes, université Simon Fraser, Canada
12 h 30	Salle Kruger	Dîner
13 h 30	Salle Kruger	Séance plénière : Le mouvement syndical canadien et les changements climatiques La crise climatique : danger, occasion et questions difficiles pour le mouvement syndical Hassan Yussuff , secrétaire-trésorier, Congrès du travail du Canada Animation : Charley Beresford , directrice générale, Columbia Institute
14 h 15	Salle Kruger	Table ronde : Syndicats, travail et leadership dans la lutte contre les changements climatiques : Amérique du Nord • Emplois verts – passer de la vision à la réalité... le chemin à parcourir Jim Sinclair , président, Fédération du travail de la Colombie-Britannique • Peut-on utiliser la négociation collective en faveur d'actions pour le climat? Deborah Bourque , directrice de la planification des politiques, Syndicat des employés d'hôpitaux, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

• **Le mouvement syndical aux États-Unis et la crise climatique**

Joe Uehlein, directeur général, Labor Network for Sustainability, États-Unis

Animation : Larry Brown, secrétaire général, Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP), Canada

15 h 30

Pause

15 h 45

WW126

Séance n° 2

Les syndicats et les changements climatiques I : les secteurs d'activité en déclin

WW121

Écologisation de l'environnement bâti I : Canada

WW120

La politique publique à l'ère de l'austérité

17 h

Salle Kruger

Inscription pour le discours de David Miller

(inscription requise uniquement pour les personnes qui ne sont pas inscrites à la conférence)

17 h 45

Salle Kruger

ÉVÉNEMENT PUBLIC

Discours principal :

« Des villes vertes et équitables »

David Miller, président et chef de la direction, Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada)

Présentation : Carla Lipsig-Mummé

Animation : Charles Campbell

18 h 45

Salle Kruger

RÉCEPTION EN L'HONNEUR DE DAVID MILLER

Samedi 30 novembre 2013

7 h 30

Salle Kruger

Inscription

7 h 30

Salle Kruger

Déjeuner

8 h 30

WW119

Séance n° 3

Les syndicats et les changements climatiques II : Franchir les frontières

WW120

Énergie I : Regards critiques sur les énergies renouvelables : Bioénergie et biocarburants

9 h 45

Pause

10 h

W025

Séance n° 4

Collectivité, subsistance et répercussions environnementales

WW119

Villes, collectivités, travail et changements climatiques

WW120

Les syndicats et les changements climatiques III : Droit environnemental, transition équitable et leadership syndical dans la lutte contre les changements climatiques

11 h 30

Salle Kruger

Discours principal

Philip Jennings, secrétaire général de l'Internationale des compétences et des services (UNI Global Union)

Présentation : Carla Lipsig-Mummé

Animation : Denis Lemelin

12 h 30	Salle Kruger	Dîner
13 h 30	Salle Kruger	Table ronde : Environnementalisme syndical : Volatilités Nord-Sud • Les syndicats, les changements climatiques et les relations de pouvoir inégales à l'échelle mondiale Nora Räthzel, professeure de sociologie, université Umeå, Suède • Les récupérateurs de déchets et les changements climatiques Rhonda Douglas, conseillère mondiale en matière de projets, Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO) • Changements climatiques, tourisme et travail : Point de vue des microétats du Pacifique Sud Simon Milne, professeur et directeur, New Zealand Tourism Research Institute, Auckland University of Technology, Nouvelle-Zélande • Comment écologiser le secteur de la construction? Linda Clarke, professeure et directrice, ProBE: Centre for Production of the Built Environment, université de Westminster, Royaume-Uni Animation : Patricia E. (Ellie) Perkins , professeure en études environnementales, université York, Canada
14 h 45	WW126	Séance n° 5
	WW119	Les femmes et les changements climatiques I
	WW120	Formation écologique
16 h		Écologiser le travail dans le milieu de la santé
16 h 15	WW126	Pause
	WW119	Séance n° 6
	WW120	Écologisation de l'environnement bâti II : Perspectives internationales
17 h 30	Salle Kruger	Justice climatique et exclusion sociale
		Écrire et publier : Atelier pour les universitaires
		RÉCEPTION EN L'HONNEUR DE PHILIP JENNINGS

Dimanche 1^{er} décembre 2013

8 h	Salle Kruger	Inscription
8 h	Salle Kruger	Déjeuner
9 h 15	WW119	Séance n° 7
	WW120	Énergie II : Regards critiques sur les énergies renouvelables – Scènes du Canada et d'ailleurs
	WW126	Les femmes et les changements climatiques II
10 h 45		Les jeunes et les changements climatiques
11 h	Salle Kruger	Pause
		Table ronde : Organiser et mobiliser ensemble : Premières nations et mouvement syndical

- **Rhonda Douglas**, Coordonnatrice, alliance mondiale des récupérateurs de déchets, WIEGO (Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing)
- **Ron Rousseau**, Congrès du travail du Canada; président de la section locale de Whitehorse du STTP; 2^e vice-président de la Fédération du travail du Yukon; directeur du NPD-Yukon

Animation : Donald Lafleur, 4^e vice-président du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)

12 h

Salle Kruger

Quelle sera la suite? Plan d'action post-conférence

Principaux conférenciers

DAVID MILLER

Président et chef de la direction du Fonds mondial pour la nature (Canada)



David Miller est président et chef de la direction du Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada), le plus important organisme de conservation au pays. Le WWF crée des solutions pour surmonter les plus importants défis en matière de conservation auxquels est confrontée notre planète, aidant ainsi les gens et la nature à prospérer.

David Miller a été maire de Toronto de 2003 à 2010 et président, de 2008 à 2010, du très influent groupe C40 des villes engagées dans la lutte contre les changements climatiques. Sous sa direction, Toronto s'est affirmée sur la scène internationale par son leadership en matière environnementale, la vigueur de son économie et son intégration sociale. David Miller milite pour la création d'économies urbaines durables et le renouveau dans l'emploi au moyen d'une démarche viable.

M. Miller demeure associé à divers conseils d'administration des secteurs public et privé. Il est titulaire de la bourse « Future of Cities Global Fellow » de l'institut polytechnique de l'université de New York (NYU-Poly). Il a aussi occupé le poste d'avocat-conseil en commerce international et en durabilité au sein du cabinet Aird & Berlis LLP. À ce titre, il a conseillé un grand nombre d'entreprises et d'organismes internationaux sur les questions entourant la création d'économies urbaines durables.

David Miller a fait des études en économie à l'université Harvard et pratique le droit. Lui et sa femme, l'avocate Jill Arthur, ont deux enfants.

PHILIP JENNINGS

Secrétaire général de l'Internationale des compétences et des services (UNI Global Union)



Philip J. Jennings est secrétaire général de l'Internationale des compétences et des services (UNI Global Union) depuis la création de la centrale syndicale internationale, en 2000. Ayant d'abord fait des études à Cardiff, il obtient un diplôme en études commerciales de l'école polytechnique de Bristol, puis une maîtrise en sciences de la London School of Economics. Il fait ses débuts dans le mouvement syndical en tant qu'organisateur auprès de la National Union of Bank Employees (syndicat national des employées et employés de banques), qui devient UNITE, le plus grand syndicat du Royaume-Uni. D'abord employé dans le service de la recherche du syndicat, il assume par la suite des fonctions auprès du secrétaire général.

En janvier 1980, Philip Jennings adhère à la FIET, syndicat international des travailleuses et travailleurs de col blanc, où il dirige les services financiers. Il en devient secrétaire général en 1989. À partir de 1997, il s'emploie à créer un nouveau syndicat international représentant toute une gamme de compétences et de services : ce syndicat naîtra en 2000 et s'appellera l'Internationale des compétences et des services ou « UNI ». Il regroupe quatre fédérations syndicales internationales – la FIET (fédération internationale des employées et employés techniques, professionnels, de commerces et de bureaux), la MEI (Media and Entertainment International), l'IGF (International Graphical Federation) et l'Internationale des communications (anciennement l'IPTT). L'effectif et l'influence d'UNI continuent de croître, à tel point qu'aujourd'hui il compte 20 millions de membres dans 150 pays, représentés par 900 syndicats. UNI est ainsi une véritable force en Europe, en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans le Pacifique.

M. Jennings est élu secrétaire général d'UNI à l'occasion du congrès fondateur tenu à Berlin. Il est réélu à ce poste au congrès de Chicago en 2005, puis à celui de Nagasaki en 2010. Le congrès mondial de Nagasaki est un point tournant de l'organisation, qui y adopte un grand plan stratégique, « Breaking Through ». Ce plan vise notamment l'atteinte d'un niveau de représentation de 40 % de femmes au sein des corps décisionnels d'UNI. À ce jour, UNI a négocié 40 accords globaux, dont des premières notables au Royaume-Uni, en Malaisie, en Indonésie, au Japon, au Brésil et en Afrique du Sud. Ces accords visent plus de 10 millions de personnes.

Face à un processus de mondialisation qui fait fausse route, Philip Jennings estime que les syndicats offrent un élément de solution en vue de bâtir une économie globale durable et équitable. Il croit fermement qu'il est temps que les grandes entreprises collaborent avec les syndicats mondiaux à la création d'un monde plus responsable.

Notices biographiques

CONFÉRENCIERS ET CONFÉRENCIÈRES DES SÉANCES PLÉNIÈRES

LE TRAVAIL DES SCIENTIFIQUES

La science, le droit et les politiques : prise de décisions environnementales à l'ère Harper

Le vendredi 29 novembre, 11 h 30 – salle Kruger



Chris Tollefson

Professeur à l'université de Victoria; titulaire de la chaire Hakai en droit de l'environnement et en durabilité; directeur général du centre du droit de l'environnement

Chris Tollefson est le fondateur du Centre du droit de l'environnement de l'université de Victoria, premier centre à dispenser un programme clinique de droit de l'environnement axé sur l'intérêt public. Le travail accompli par le Centre a amené le Commissaire à l'information du Canada à lancer une enquête, toujours en cours, sur le musellement des scientifiques canadiens. M. Tollefson est un ancien président d'Écojustice Canada (anciennement le Sierra Legal Defence Fund). Il a aussi représenté les intervenants BC Nature et Nature Canada dans le cadre des audiences sur le projet d'oléoduc Northern Gateway de la société Enbridge.

LE MOUVEMENT SYNDICAL CANADIEN ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La crise climatique : Danger, occasion et questions difficiles pour le mouvement syndical

Le vendredi 29 novembre, 13 h 30 – salle Kruger



Hassan Yussuff

Secrétaire-trésorier du Congrès du travail du Canada

Ayant d'abord travaillé dans des usines de fabrication automobile, Hassan Yussuff, aujourd'hui secrétaire-trésorier du Congrès du travail du Canada (CTC), occupe le deuxième poste en importance du mouvement syndical canadien et compte à son actif de nombreuses réalisations. En remportant, en 1999, un poste de vice-président exécutif, il devient la première personne de couleur élue à un poste de direction au CTC. En 2002, il obtient le premier de ses quatre mandats au poste de secrétaire-trésorier du CTC. M. Yussuff est un syndicaliste très actif non seulement au Canada, mais aussi sur la scène internationale. Il a récemment été élu à un mandat de quatre ans à la présidence de la Confédération syndicale des Amériques (CSA), qui représente plus de 50 millions de travailleuses et travailleurs adhérant à 50 syndicats affiliés actifs dans 29 pays, dont le Canada, les États-Unis, le Brésil et d'autres pays d'Amérique latine. Pour sa part, la CSA est membre de la Confédération syndicale internationale (CSI), dont le siège social se trouve à Bruxelles. Le CTC est la voix nationale du mouvement syndical, représentant 3,3 millions de travailleuses et travailleurs canadiens.

TABLES RONDES

SYNDICATS, TRAVAIL ET LEADERSHIP DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : AMÉRIQUE DU NORD

Vendredi 29 novembre, 14 h 15 – salle Kruger

Deborah Bourque

Directrice de la planification des politiques, Syndicat des employés d'hôpitaux, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

Peut-on utiliser la négociation collective en faveur d'actions pour le climat?

Deborah Bourque est directrice de la planification des politiques du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), qui fait partie de la division des soins de la santé du SCFP en Colombie-Britannique. De 2002 à 2008, Deborah a été présidente nationale du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) et, avant de devenir la première femme à occuper ce poste, elle a été une dirigeante nationale au STTP pendant une vingtaine d'années. Deborah milite depuis toujours dans le mouvement syndical, tant à l'échelle nationale qu'internationale, et participe à la vaste lutte pour la justice sociale.

Ron Rousseau

Membre de la nation Anishnaabe (Ojibwé), vice-président du Congrès du travail du Canada pour les travailleuses et travailleurs autochtones, président de la section locale de Whitehorse du STTP; 2^e vice-président de la Fédération du travail du Yukon, directeur du NPD-Yukon

Pourquoi le mouvement syndical doit être au premier rang de la lutte pour sauver la planète

Ron Rousseau est un militant qui croit à l'avènement d'un monde meilleur pour ses consœurs et confrères de travail, pour la prochaine génération et pour lui-même. Il essaie de suivre de près les attaques du gouvernement Harper contre les Autochtones. Sans consulter les peuples autochtones, le premier ministre canadien continue d'exploiter l'eau et les terres. M. Rousseau considère que le mouvement *Idle No More* est un moyen extraordinaire d'interpeller les Premières nations sur la conduite du gouvernement et sur ce qu'il faut faire pour obliger ce dernier à rendre des comptes. Ron Rousseau poursuit la lutte pour faire de l'équité un enjeu prioritaire dans les lieux de travail et le mouvement syndical.

Jim Sinclair

Président, Fédération du travail de la Colombie-Britannique

Emplois verts – passer de la vision à la réalité... le chemin à parcourir

Jim Sinclair est président de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique, organisme-cadre qui représente 54 syndicats et 450 000 travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé de la province. Il a été élu à ce poste en 1999 après avoir passé plus de 18 ans au United Fishermen and Allied Workers' Union (TCA). Au cours de sa carrière dans le secteur de la pêche, Jim Sinclair a occupé les postes de corédacteur du *Fisherman's Newspaper*, de directeur de la santé et de la sécurité et de représentant du personnel. Au cours des huit dernières années passées à ce syndicat, il a occupé un poste électif de dirigeant syndical.

Depuis qu'il est à la tête de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique, plus de 75 000 membres ont joint les rangs de la fédération, provenant de syndicats représentant les enseignantes et enseignants ou encore les employés et employées de la commission provinciale des accidents du travail. Jim Sinclair a fait ses débuts en tant que journaliste radio et de presse. Il a participé à la rédaction et à la publication du livre *Crossing the Line*, un ouvrage sur l'Accord de libre-échange nord-américain. Il a aussi siégé pendant quatre ans au conseil de la régie de la santé de Vancouver-Richmond, ainsi qu'au conseil d'administration de BC Hydro.

Joseph B. Uehlein

Directeur général, Labor Network for Sustainability, États-Unis

Le mouvement syndical aux États-Unis et la crise climatique

Joe Uehlein est le président fondateur et le directeur administratif des organismes Labor Network for Sustainability et Voices for a Sustainable Future. Il était auparavant secrétaire-trésorier de la division des syndicats industriels de la FAT-COI, et ancien directeur du centre des campagnes stratégiques de la FAT-COI. Joe Uehlein a passé plus de 30 ans dans le mouvement syndical à titre d'organisateur, de négociateur et de travailleur de campagne stratégique. Il a aussi occupé le poste de secrétaire du Comité coordonnateur de l'Amérique du Nord de la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses (ICEM). Il est aussi membre fondateur de Ceres, membre du Conseil consultatif national de l'Union of Concerned Scientists, et il a agi pendant cinq ans à titre de conseiller stratégique principal de l'alliance Bleu Vert. Il a aussi participé à une commission des Nations Unies sur le réchauffement planétaire dans les années 1990. En 2012-2013, dans le cadre de l'initiative Kalmanovitz de l'université Georgetown sur le travail et les travailleuses et travailleurs à faible revenu, Joe Uehlein a terminé des études spécialisées sur le rapport entre la durabilité de l'environnement et les emplois. Vers le début des années 1970, il a travaillé dans une usine d'aluminium, et était alors membre des Métallurgistes unis d'Amérique. Il a aussi travaillé à la construction d'autoroute et à des grands travaux de génie civil, et il faisait alors partie du Laborer's International Union of North America.

ENVIRONNEMENTALISME SYNDICAL : VOLATILITÉS NORD-SUD

Le samedi 30 novembre, 13 h 30 – salle Kruger

Linda Clarke

Professeure et directrice, ProBE: Centre for Production of the Built Environment, université de Westminster, Royaume-Uni
Comment écologiser le secteur de la construction?

Linda Clarke est professeure de relations industrielles européennes au Westminster Business School de l'université Westminster, et directrice du centre d'études de la production de l'environnement bâti (ProBE). Elle compte une longue expérience dans le domaine de la recherche comparative sur le travail, l'histoire du mouvement syndical, l'égalité et la diversité, la formation et l'enseignement professionnels, les compétences et les relations salariales dans divers pays européens. Elle possède des connaissances spécialisées dans le secteur de la construction en Europe et fait partie du conseil d'administration de l'*European Institute for Construction Labour Research* (CLR) (www.clr-news.org). Ses travaux les plus récents ont porté notamment sur l'histoire orale du mouvement syndical de la Grande-Bretagne d'après-guerre (*Constructing post-war Britain: building workers' stories 1950-70*), la formation et l'enseignement professionnels et les qualifications requises dans les divers métiers de construction et du bois de différents pays européens et dans la construction d'immeubles à consommation réduite d'énergie, les conditions d'emploi et de sous-traitance (y compris celles visant les chantiers du site des Jeux Olympiques). Elle a cosigné les ouvrages suivants : *Knowledge, Skills, Competence in the European Labour Market: What's in a Qualification?* (Routledge, 2011); *Bricklaying is more than Flemish Bond: Bricklaying Qualifications in Europe* (CLR, 2010); *Vocational Education: International Approaches, Developments and Systems* (Routledge, 2007); *Women in Construction* (Reed, 2004). Elle est aussi l'auteure unique de l'ouvrage *Building Capitalism: Historical Change and the Labour Process in the Production of the Built Environment* (Routledge, 1992).

Rhonda Douglas

Conseillère en matière de projets mondiaux, Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO)
Les récupérateurs de déchets et les changements climatiques

Rhonda Douglas est titulaire d'une maîtrise en gestion du secteur du bénévolat de l'université McGill de Montréal (Canada) et d'une maîtrise en beaux-arts de l'université de la Colombie-Britannique. Depuis plus de vingt ans, elle travaille auprès de groupes aussi divers qu'UNICEF Canada, CARE Canada, CARE International et Amnistie Internationale Canada, pour ne nommer que ceux-là. Elle se spécialise dans le domaine de la stratégie, du développement organisationnel et de la mise en valeur du potentiel. Depuis la fin de 2006, M^{me} Douglas est conseillère en matière de projets mondiaux de l'organisme WIEGO (Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing) qui vient en aide aux organismes qui regroupent des travailleurs et travailleuses du secteur informel.

Nora Räthzel

Professeure de sociologie, université Umeå (Suède)

Les syndicats, le climat et les relations de pouvoir inégales à l'échelle mondiale

Nora Räthzel est professeure de sociologie à l'université Umeå, en Suède. Dans ses recherches, elle s'intéresse au travail et à la nature, aux politiques environnementales des syndicats, à la mondialisation et aux sociétés transnationales. Elle a récemment publié un ouvrage cosigné avec David Uzzell, et intitulé *Trade Unions in the Green Economy. Working for the Environment* (Routledge/ Earthscan, 2013).

Simon Milne

Professeur et directeur, New Zealand Tourism Research Institute, Auckland University of Technology, Nouvelle-Zélande

Changements climatiques, tourisme et travail : Point de vue des microétats du Pacifique Sud

Simon Milne est professeur de tourisme à l'université de la technologie d'Auckland (Auckland University of Technology). Il dirige l'institut de recherches de la Nouvelle-Zélande sur le tourisme depuis sa création en 1999. Simon Milne a obtenu son doctorat en géographie économique de l'université de Cambridge en 1989. Il a enseigné à l'université McGill de Montréal pendant 10 ans avant de retourner en Nouvelle-Zélande. Dans ses recherches, il vise surtout à renforcer les liens entre le tourisme et le développement économique des collectivités. Il compte une grande expérience internationale dans plusieurs domaines : évaluation des liaisons régionales, élaboration de stratégies de tourisme, rendement des petites et moyennes entreprises, évaluation des besoins de formation et analyse de secteur industriel. Pendant près de 30 ans, M. Milne a été conseiller auprès de diverses agences internationales de la région du Pacifique Sud, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Union européenne et NZAID. Une grande partie de son travail porte sur les conséquences des changements climatiques sur le secteur touristique des microétats, et sur les travailleuses et travailleurs et les collectivités qui dépendent du tourisme.

ANIMATION DES SÉANCES

Carla Lipsig-Mummé

Carla Lipsig-Mummé est titulaire d'un doctorat de l'Université de Montréal. Elle est professeure en études sur le travail et la main-d'œuvre à l'université York. Directrice fondatrice du Centre de recherche sur le travail et la société de l'université York (1990-2001), elle a aussi été professeure de recherche sur les enjeux politiques et sociaux et doyenne associée du département de recherche de l'université Monash. M^{me} Lipsig-Mummé a enseigné aux universités Queen's et Laval, a été professeure invitée et professeure honoraire dans des instituts de recherche en Russie, au Royaume-Uni et en Australie. Née dans une famille ouvrière, elle a participé à la campagne de syndicalisation des travailleuses et travailleurs de l'industrie du vêtement à New York et à San Francisco, ainsi que des travailleuses et travailleurs agricoles migrants de la vallée Coachella. Elle a de plus travaillé en tant que formatrice et négociatrice pour la CSN et la CSQ, deux organisations syndicales du Québec. Dans les années 1990, elle a travaillé avec des syndicats russes qui vivaient une difficile transition vers l'indépendance en tant qu'organisations syndicales. De 2004 à 2008, Carla Lipsig-Mummé a agi à titre de conseillère nationale auprès du syndicat national de l'éducation tertiaire de l'Australie.

Auteure de plus de 200 ouvrages, M^{me} Lipsig-Mummé a cosigné, en 2009, *The Effects of Climate Change on Training and Employment Needs*, (un rapport sur les effets des changements climatiques sur les besoins en formation) destiné au comité sénatorial de l'emploi. Son ouvrage le plus récent s'intitule *Climate@Work* (Fernwood, 2013). Elle a aussi participé à la rédaction d'un ouvrage intitulé *Work in a Warming World*, qui paraîtra en 2014. Carla Lipsig-Mummé est actuellement directrice du programme *Work in a Warming World* (travailler dans un monde en réchauffement), une initiative de recherche conjointe entre les milieux communautaire et universitaire, financée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Elle est souvent sollicitée à titre de commentatrice dans les médias internationaux.

Charley Beresford

Charley Beresford est la directrice générale du Columbia Institute. À ce titre, elle a assisté aux discussions sur les changements climatiques tenues à Copenhague, et elle contribue de façon régulière à la recherche et à l'analyse sur les questions émergentes de développement durable. Avant de se joindre au Columbia Institute, M^{me} Beresford a été directrice d'agences, de conseils et de commissions auprès du ministère des Finances de la Colombie-Britannique, où elle a travaillé étroitement avec des organismes des secteurs public et privé œuvrant dans le domaine du développement communautaire. Parmi les organismes communautaires et d'élaboration de politiques publiques auprès desquels Charley Beresford a joué un rôle, il y a l'alliance Bleu Vert Canada, le Réseau pour une économie verte, le conseil de recherche et de planification sociale de la Colombie-Britannique et l'Association canadienne pour la santé mentale. Elle a aussi fait partie, pendant douze ans, du conseil scolaire de Victoria.

Geoff Bickerton

Geoff Bickerton est le directeur national du service de la recherche du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). Son poste l'amène à exercer des activités dans des domaines variés, dont la formation syndicale, la négociation collective nationale, la préparation de mémoires et la présentation d'exposés à des comités de la Chambre des communes et du Sénat et à des groupes de travail fédéraux. Il supervise les travaux d'une équipe de chercheurs bilingues dans l'ensemble du pays. Il rédige des articles sur les tendances internationales des réformes du secteur postal et sur les pratiques exemplaires comparatives des syndicats des postes en matière d'adaptation environnementale du travail. Ses plus récents travaux de recherche portent sur les stratégies syndicales en réaction aux changements climatiques (en collaboration avec Carla Lipsig-Mummé et Donald Lafleur, 2013), sur une comparaison des pratiques exemplaires en matière de négociation de dispositions relatives aux changements climatiques dans le secteur postal (en collaboration avec Sarah Ryan et Karen Hawley, 2013, et avec Sarah Ryan et Meg Gingrich,

2011 et 2013). Geoff Bickerton est aussi directeur associé du programme « Travailler dans un monde en réchauffement », une initiative de recherche conjointe entre les milieux communautaire et universitaire, financée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

Kean Birch

Kean Birch est professeur adjoint à la faculté des sciences sociales de l'université York. Il enseigne dans le cadre du programme Affaires et société. Ses domaines de recherche portent sur l'économie politique des technosciences, l'innovation et l'environnement.

Coralie Breen

Coralie Elizabeth Breen travaille comme spécialiste de la planification auprès du district de North Saanich, dans le district régional de la Capitale, en Colombie-Britannique. M^{me} Breen s'apprête à terminer une dissertation dans laquelle elle compare les politiques en matière de changements climatiques et leurs répercussions sur l'emploi en Colombie-Britannique, en Californie et en Nouvelle-Galles du Sud. Dans le cadre de son doctorat, elle a passé la majeure partie de 2012 en Australie, où elle a été accueillie par l'université de Sydney après avoir reçu une bourse de recherche de l'Australie. Dans ses travaux de recherche, M^{me} Breen examine dans quelle mesure la planification de la main-d'œuvre a été intégrée aux politiques globales de changements climatiques et aux mesures administratives de réforme. Dernièrement, au Pacific Institute for Climate Solutions, à l'université de Victoria, elle a été chef de production d'une série de mini-cours en ligne intitulée « Climate Insights 101 ». Tout premier outil pédagogique en son genre, la série attire un auditoire grandissant de partout dans le monde. Coralie Elizabeth Breen est titulaire d'un baccalauréat en enseignement et d'une maîtrise en planification urbaine de l'université de la Colombie-Britannique.

Larry Brown

Diplômé en sciences politique et en droit, Larry Brown est secrétaire-trésorier d'un des plus grands syndicats canadien depuis plus de 25 ans. Né dans le sud de la Saskatchewan, Larry Brown a commencé à s'intéresser aux enjeux sociaux durant ses études à l'université de la Saskatchewan, où il a été président de la fédération des étudiantes et étudiants de la Saskatchewan. Il est par la suite devenu attaché de direction au sous-ministre du Travail, où il a participé à la rédaction d'un projet de loi qui a établi un précédent en accordant aux travailleurs et travailleuses le droit de refuser d'effectuer un travail dangereux. Il a aussi apporté ses compétences et son talent à la rédaction de la toute première loi sur la santé au travail au Canada. Par la suite, il a accepté le poste d'agent en chef du personnel de la Fédération du travail de la Saskatchewan et, en 1976, il a dirigé l'équipe provinciale de mobilisation de la journée nationale de protestation contre le contrôle des salaires. À titre de représentant syndical, il a participé au groupe de travail provincial chargé d'examiner l'indemnisation des accidentés du travail et à la commission gouvernementale d'examen du contrôle des loyers. Il est par la suite devenu directeur général du plus grand syndicat de la province, le Syndicat de la fonction publique de la Saskatchewan (Saskatchewan Government Employees Union - SGEU), poste qu'il a occupé durant sept ans. En 1986, il a été élu au poste de secrétaire-trésorier qu'il occupe toujours, et, à ce titre, il est le directeur financier du syndicat et l'un de ses porte-parole nationaux. Larry Brown est aussi président du Centre canadien de politiques alternatives et il préside le groupe de travail du secteur public de l'Internationale des services publics, forte de 10 millions de membres. Enfin, il préside le comité des pensions des syndicats nationaux et, à ce titre, il est à la tête du mouvement qui revendique le droit des syndicats à une plus grande emprise sur les régimes de retraite de leurs membres et à un droit de regard sur l'utilisation des fonds de pension de manière à améliorer les conditions des travailleurs et travailleuses grâce au filtrage éthique des placements, au militantisme des actionnaires et aux placements sociaux. Il a beaucoup écrit et fait de nombreuses présentations sur les finances publiques, la dette et le déficit, les

modifications aux modalités de financement fédéral-provincial, et la restructuration du secteur public et ses répercussions, au cours des dix dernières années, sur les structures économique et politique du Canada.

John Calvert

John Calvert est politologue et enseigne à la faculté des sciences de la santé à l'université Simon Fraser. Titulaire d'un doctorat de la London School of Economics, il a été chercheur pendant 15 ans au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Son travail englobait un large éventail de questions de politique publique et de négociation collective. Il a commencé à s'intéresser aux questions environnementales en effectuant des recherches sur la gestion des déchets et le recyclage. À titre de représentant du SCFP, il a travaillé en étroite collaboration avec des organismes environnementaux nationaux et provinciaux contre la privatisation des services de gestion des déchets municipaux. En 1992, il s'est installé en Colombie-Britannique, où il a occupé divers postes au sein du gouvernement provincial, y compris le ministère du Travail et le secrétariat des sociétés d'État, où il a travaillé à des questions liées à la politique de l'électricité touchant BC Hydro. Après avoir quitté la fonction publique, il a milité contre les projets d'aménagement de centrales hydro-électriques au fil de l'eau menés par le secteur privé. Ce travail l'a amené à publier un livre, *Liquid Gold: Energy Privatization in BC* (Fernwood, 2007), suivi d'un autre ouvrage sur la politique énergétique rédigé pour le compte du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), la revue trimestrielle *B.C. Studies* et le bulletin de nouvelles *The Tyee*. Il a aussi collaboré à l'initiative de justice climatique du CCPA, un programme de recherche de cinq ans financé par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et visant à trouver des moyens de réduire l'empreinte carbone de la Colombie-Britannique.

M. Calvert participe au programme de recherche *Work in a Warming World* (travailler dans un monde en réchauffement) depuis le lancement de cette initiative. Il y travaille aussi à titre de membre du comité de gestion du programme. La recherche

qu'il a dirigée a porté sur le rôle que jouent les syndicats dans le secteur énergétique au Canada, et les efforts de syndicats du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Allemagne pour promouvoir la construction à faible émission de carbone. Il fait partie du conseil consultatif du centre d'études du travail Morgan de l'université Simon Fraser et du comité consultatif de recherche du Centre canadien de politiques alternatives. Enfin, il est le trésorier du Wilderness Committee, l'ONG environnementale de la Colombie-Britannique qui compte le plus grand nombre de membres.

Charles Campbell

En prenant sa retraite en 2013, Charles Campbell a quitté son poste de directeur de la recherche au bureau national des Métallurgistes unis d'Amérique. À ce titre, il a représenté le syndicat auprès du conseil de l'alliance Bleu Vert Canada et du groupe de travail du Réseau pour une économie verte. Il avait auparavant occupé plusieurs postes, dont celui de directeur de la recherche du Nouveau Parti démocratique de l'Ontario, de chercheur pour l'Ontario Environmental Assessment Board et de journaliste national de l'agence de nouvelles *Associated Press* affecté à l'environnement. Sa carrière journalistique lui a valu des affectations à Paris, New York, Toronto, Atlanta et Nashville. Il est membre du comité de gestion du programme *Work in a Warming World* (travailler dans un monde en réchauffement).

Marjorie Griffin Cohen

Marjorie Griffin Cohen écrit sur des questions d'économie politique et de politique publique axées surtout sur l'économie canadienne, les femmes, le travail, la déréglementation de l'électricité, l'énergie et l'environnement et les accords de commerce internationaux. Elle a fait paraître récemment deux ouvrages, *Public Policy for Women* et *Remapping Gender in the New Global Order*. M^{me} Cohen a déjà été directrice de NewGrade Energy (Saskatchewan) et a été membre de plusieurs conseils et commissions en Colombie-Britannique, dont la commission d'enquête sur les relations du travail dans le domaine des pêches; le conseil d'administration de BC Hydro; et le conseil d'administration de Powerex

(British Columbia Power Exchange Corporation). Elle a joué un rôle critique dans l'établissement du Centre canadien de politiques alternatives en Colombie-Britannique, dont elle a été la première présidente et dont elle est aujourd'hui membre du conseil d'administration. Elle travaille en ce moment à deux projets de recherche liés au réchauffement climatique et au travail.

John Holmes

John Holmes est professeur émérite de géographie à l'université Queen's, à Kingston (Ontario). Il est nouvellement retraité de l'enseignement après 42 années de service. Il est titulaire d'un baccalauréat ès sciences (avec spécialisation) et d'une maîtrise en sciences sociales de l'université de Sheffield au Royaume-Uni, et d'un doctorat de l'Ohio State University. De 1993 à 2004, il a été chef du département de géographie de l'université Queen's, et de 2005 à 2007, président du syndicat du corps professoral. Toujours à l'université Queen's, il compte une longue association avec le programme des études supérieures en relations industrielles de l'école des études politiques. Il a été professeur invité aux universités de Sussex, de Wales et de Manchester, et en 2007, il a été invité à donner des cours à l'institut d'économie politique de l'université Carleton. Dans le cadre de son travail de recherche, il s'intéresse principalement à la restructuration et à la réorganisation contemporaines de la production et du travail en Amérique du Nord, en accordant une attention particulière au secteur automobile.

Jan Kainer

Jan Kainer est professeure associée à l'université York, où elle enseigne au programme d'études sur le travail de la faculté des sciences sociales ainsi qu'au programme d'études féministes. Ses travaux de recherche et ses publications portent sur le travail et la mixité, et plus particulièrement sur l'équité et la participation des femmes au mouvement syndical. M^{me} Kainer a publié des textes sur l'équité salariale, la vente au détail dans le domaine de l'alimentation, les risques du travail en soins infirmiers, les femmes et la profession juridique et les stages pour jeunes. Elle s'intéresse actuellement aux conséquences du réchauffement climatique sur le travail dans le

secteur de l'alimentation. Ses travaux s'inscrivent dans le cadre de la bourse du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada destinée à financer la recherche sur le travail et le réchauffement climatique. Parmi les textes et ouvrages qu'elle a publiés, on compte les titres suivants : *Exploring Risk in Professional Nursing Practice: An analysis of work refusal and professional risk* (en collaboration avec Barbara Beardwood), *Nursing Inquiry*, (2013); *Gendering Union Renewal: Women's Contributions to Labour Revitalization*, publié dans l'ouvrage de J. Foley et P. Baker (2009) intitulé *Unions, Equity and the Path to Union Renewal; Learning Social Justice? Assessing the Benefits of Work Study Placements for Marginalized Students in Post-Secondary Education*, publié dans l'ouvrage de D. Livingston, K. Mirchandani et P. Sawchuk (2008) intitulé *The Future of Lifelong Learning and Work: Critical Perspectives*; et *Cashing In on Pay Equity? Supermarket Restructuring and Gender Equality in Employment* (2002).

Ann Kim

Ann Kim est coordonnatrice du programme de recherche *Work in a Warming World (W3)* (travailler dans un monde en réchauffement), financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et auquel participent plus de 40 organismes partenaires ainsi que des chercheurs de dix universités. M^{me} Kim coordonne l'ensemble des activités du programme, y compris la logistique des projets de recherche et des activités. De plus, elle conçoit et met de l'avant des initiatives en matière de communication et assure la liaison avec les chercheurs du programme. Elle est diplômée du programme d'études sociales de l'université York.

Donald Lafleur

Donald Lafleur est 4^e vice-président national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). Il occupe ce poste depuis 1994, et, à ce titre, il est responsable des dossiers suivants : effectifs, éducation et consultation. Un peu plus d'un an après son embauche à Postes Canada, en 1978, Donald Lafleur est devenu actif au sein du syndicat. Son engagement sur le plan environnemental s'est amorcé il y a de nombreuses années, d'abord sur le plan personnel, puis sur le plan professionnel,

à partir de 1996, date à laquelle il a été nommé au Comité de l'environnement du Congrès du travail du Canada. Depuis, il a assisté à bon nombre de conférences et de séminaires, dont la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre mère, à Cochabamba, le Forum social mondial de Belém et la conférence internationale organisée par le Bureau international du travail et le Réseau mondial de recherches syndicales (GURN) à Bruxelles, pour n'en nommer que trois. Il représente le STTP au sein du Réseau pour une économie verte, du comité consultatif du Conseil des Canadiens et du programme Work in a Warming World.

Denis Lemelin

Denis Lemelin a été élu président national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) en 2008. Son engagement syndical remonte à 1979. De 1999 à 2008, M. Lemelin a été 2^e vice-président national du STTP. À ce titre, il était responsable du programme national d'éducation, qui renseigne les membres sur les politiques du Syndicat et les droits et obligations des membres, tels qu'ils sont énoncés dans la convention collective. Il était également responsable du dossier des droits de la personne et de celui de la garde d'enfants. Il s'est aussi occupé de solidarité internationale, tout particulièrement en ce qui concerne Cuba et la Colombie. Avant de devenir 2^e vice-président national du STTP, Denis Lemelin a été pendant dix ans dirigeant de l'éducation de la région du Québec. De 1983 à 1987, période durant laquelle il a travaillé en tant que commis des postes, il était vice-président de la section locale du STTP de Sherbrooke. Il a aussi été coordonnateur de la campagne « Offensive 88 ». Natif de Chicoutimi, au Québec, Denis Lemelin a travaillé dans le textile avant de se joindre au service postal.

Warren Mabee

Warren Mabee est professeur associé à l'université Queen's, où il enseigne au département de géographie et à l'école d'études politiques. Il préside la Chaire de recherche du Canada sur le développement des énergies renouvelables et leur mise en application, ayant pour spécialité les

technologies et les politiques relatives à la biomasse. En tant que directeur de l'institut des politiques énergétiques et environnementales de l'université Queen's, il s'intéresse aux interactions entre le dossier énergétique et les autres aspects de la gestion de l'environnement. M. Mabee effectue ses recherches dans le cadre du réseau mondial créé par l'Agence internationale de l'énergie.

Patricia E.(Ellie) Perkins

Patricia E. (Ellie) Perkins est professeure à la faculté des études environnementales de l'université York, où elle enseigne et conseille les étudiantes et étudiants dans les domaines de l'économie écologique, du développement économique communautaire et de la méthodologie critique de recherches interdisciplinaires. Ses recherches mettent l'accent sur l'économie écologique selon une perspective féministe, la justice climatique, et l'éducation participative communautaire axée sur l'environnement et les bassins hydrographiques en vue de promouvoir l'engagement politique. De 2002 à 2008, elle a dirigé des projets de recherche internationale en matière d'éducation communautaire sur l'environnement et les bassins hydrographiques au Brésil et au Canada. De 2010 à 2012, elle a mené en collaboration avec des partenaires du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Kenya des projets sur la gestion des bassins hydrographiques dans une optique de justice et d'équité climatiques. M^{me} Perkins fait partie du conseil consultatif du projet Green Change, s'intéressant particulièrement à l'aménagement d'éco-collectivités dans le nord-ouest de Toronto. Elle a déjà enseigné l'économie à l'université Eduardo Mondlane à Maputo, au Mozambique, et elle a agi à titre de conseillère en politique environnementale auprès du gouvernement de l'Ontario. Elle détient un doctorat en économie de l'université de Toronto.

Elizabeth Perry

Elizabeth Perry est bibliothécaire professionnelle, chercheuse et rédactrice. Durant sa longue carrière à la bibliothèque du centre des relations industrielles et des ressources humaines de l'université de Toronto, elle a procuré un soutien de recherche au

corps professoral et à la population étudiante de l'université, ainsi qu'à des spécialistes du domaine des relations industrielles de l'ensemble du pays. Elle a lancé un bulletin électronique intitulé *the Weekly Work Report* (maintenant le *Perry Work Report*). Depuis 2011, elle travaille à titre de rédactrice en chef du *Work and Climate Change Report* et fournit du soutien bibliographique au programme *Work in a Warming World*. Elle est l'auteure du chapitre « Changing Patterns in the Literature of Climate Change and Canadian Work » figurant dans *Climate@Work* (Fernwood, 2013), publié sous la direction de Carla Lipsig-Mummé.

Rosemarie Powell

Rosemarie Powell est une éco-entrepreneuse comptant plus de 15 années d'expérience de gestion administrative progressive dans le secteur des organismes de bienfaisance. À Montréal, elle a animé des ateliers de perfectionnement des compétences en affaires, conçus à l'intention des femmes. Ces ateliers faisaient la promotion d'un programme novateur, « le cercle de crédit d'entraide », qui permet aux participantes d'obtenir un microprêt pour leurs entreprises. Alors qu'elle travaillait dans la communauté Jane-Finch (Toronto), elle a lancé le projet primé Green Change, une initiative de promotion d'emplois verts et de gérance environnementale. Rosemarie Powell est aussi fondatrice de la coopérative de travail BIG on Green, qui facilite l'éco-transformation des milieux de travail à l'aide d'experts et des ressources de la collectivité locale. M^{me} Powell est membre de la coalition Good Jobs for All et de la coalition Jane-Finch pour des emplois verts, ainsi que du comité consultatif de la chaire Sam Gindin en justice sociale et démocratie des TCA, à l'université Ryerson. Rosemarie Powell s'est vue récemment décerner la médaille de Paix du YMCA. Elle poursuit maintenant une maîtrise en études environnementales à l'université York.

Sarah Ryan

Sarah Ryan est spécialiste des communications au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. Elle a récemment obtenu une maîtrise ès arts de l'institut d'économie politique de l'université Carleton, et a par la suite travaillé pendant un

an pour l'Internationale des compétences et des services (UNI Global Union). Dans ses temps libres, elle adore jouer du banjo.

Steven Tufts

Steven Tufts est professeur agrégé au département de géographie de l'université York. Il détient un baccalauréat ès arts avec spécialisation de l'université McGill, une maîtrise de l'université Queen's et un doctorat de l'université York. Dans ses recherches, il s'intéresse au travail, aux travailleuses et travailleurs et au syndicalisme dans une optique géographique. Ses projets en cours portent sur l'utilisation que font les syndicats de la recherche stratégique; le renouvellement du syndicalisme au Canada, l'intégration des immigrants aux marchés du travail urbains, l'adaptation du marché du travail dans le secteur de l'hôtellerie, les effets des changements climatiques sur les travailleuses et travailleurs et les milieux de travail, et le croisement de la main-d'œuvre et de l'action populaire. Il a contribué à un certain nombre de recueils et a signé des articles dans des revues telles que *Geoforum*, *Antipode* et *Environment and Planning A*.

Steve Shallhorn

Steve Shallhorn est, depuis trois ans, directeur administratif du Labour Education Centre, qui relève du conseil du travail de Toronto et de la région de York. Il est aussi président du réseau Toronto Community Benefits, qui négocie en ce moment une entente sur les avantages pour les collectivités, liée à l'aménagement d'une nouvelle ligne de train léger sur rail à Toronto. M. Shallhorn compte plus de 15 années d'expérience à titre de cadre supérieur de Greenpeace au Canada, aux États-Unis, au Japon et en Australie. Il a aussi été directeur administratif de Greenpeace Australia-Pacific, à Sydney (2005-2009). Pendant ce temps, il a beaucoup voyagé dans les îles du Pacifique pour soutenir des campagnes de Greenpeace contre les changements climatiques, et contre la pêche et l'exploitation forestière illégales. Il avait auparavant coordonné plusieurs campagnes fructueuses pour Greenpeace, dont celle visant à interdire le déversement de déchets nucléaires en mer, et celle visant à conserver la forêt pluviale de Great Bear sur la côte ouest du Canada. En cours de

route, Steve Shallhorn a travaillé pour Consumers International à Londres, où il était consultant en matière de changements climatiques. Ayant déjà à son actif deux diplômes d'études de premier cycle de l'université McMaster, il poursuit maintenant une maîtrise en gestion communautaire à l'université de technologie de Sydney.

John Shields

John Shields est professeur au département de politique et d'administration publique de l'université Ryerson, où il enseigne depuis 25 ans. Il a été directeur du programme d'études menant à l'obtention d'une maîtrise en administration et en politique publique. Il cumule les distinctions universitaires. Il a entre autres été lauréat, en 2001, de la bourse de recherche Sarwan Sahota de l'université Ryerson. En 2010, il a été nommé chercheur-boursier principal du Centre of Excellence for Research on Immigration and Settlement (CERIS – The Ontario Metropolis Centre) du Conseil de recherches en sciences humaines. En 2013, son apport exceptionnel aux études avancées du Yeates School of Graduates Studies lui a valu un prix. Il a aussi été nommé chercheur-boursier 2013-2014 de Ryerson au collège Massey de l'Université de Toronto. M. Shields compte aussi à son actif de nombreuses publications. Il est co-auteur de cinq livres et il a rédigé plus d'une quarantaine d'articles et de documents qui ont été publiés. Il est aussi l'auteur d'un grand nombre de documents de politique générale et d'exposés de conférence. Ses recherches les plus récentes examinent les enjeux liés aux initiatives d'emplois verts, la commercialisation du secteur à but non lucratif, les politiques d'immigration et d'établissement des immigrants et la réorganisation du marché du travail avec un regard particulier sur les emplois précaires et les populations immigrantes.

Résumés



Séances

Environnement, monde du travail, mouvements sociaux et coalitions

Animation : Steve Shallhorn

Le vendredi 29 novembre 2013

De 10 h 15 à 11 h 30 – BL 205

Collaboration : L'alliance Bleu Vert Canada et la stratégie énergétique du Canada

Keith Brooks

Depuis quelques années, l'idée d'une stratégie canadienne en matière d'énergie reçoit beaucoup d'attention. Tout d'abord mise de l'avant par les compagnies pétrolières dans le but d'accélérer l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta et la construction des oléoducs nécessaires au transport du pétrole vers les grands marchés de consommation, le projet de stratégie énergétique pancanadienne est maintenant défendu par Alison Redford, première ministre de l'Alberta, qui essaie de convaincre la population canadienne que l'exploitation rapide des sables bitumineux est dans l'intérêt national.

Dans le cadre de cette présentation, nous parlerons de l'expérience pratique de l'alliance Bleu Vert Canada quant à la promotion d'une option de rechange à cette stratégie centrée sur le pétrole. Nous donnerons un aperçu de nos différentes interventions dans le cadre des discussions sur la stratégie énergétique canadienne et évaluerons de manière critique les forces et les faiblesses de ces interventions. Nous examinerons certains des défis propres à une telle coalition, qui regroupe des syndicalistes et des environnementalistes, et nous aborderons en détail certains des obstacles les plus importants auxquels nous avons fait face ainsi que les stratégies que nous avons utilisées pour les surmonter.

Pour n'importe quelle économie, l'énergie revêt une importance cruciale, surtout pour les pays

exportateurs de pétrole comme le Canada. On nous a dit qu'il nous fallait choisir entre l'environnement et l'économie, entre les emplois et l'action contre les changements climatiques. Mais de toute évidence, il s'agit d'un faux choix. L'alliance Bleu Vert Canada est particulièrement bien placée pour proposer une option de rechange, puisqu'il s'agit d'une coalition réunissant des intervenants du monde du travail et du mouvement environnemental. Nous devons toutefois mener une chaude lutte pour atteindre nos objectifs, car les compagnies pétrolières mènent actuellement la campagne publicitaire la plus coûteuse de toute l'histoire du Canada et le gouvernement fédéral est obsédé par l'exploitation des sables bitumineux.

Pas d'emplois sur une planète morte

Karen Cooling

La présente étude examine, du point de vue du mouvement syndical, les relations entre militants syndicalistes et environnementalistes dans la région côtière de la Colombie-Britannique, à partir des années 1970 jusqu'aux années 1990. Ces relations se sont développées après des décennies de conflits et le règlement d'enjeux environnementaux. Les qualités personnelles des leaders syndicaux étaient essentielles, mais il en fallait plus pour nouer des liens. Il a donc fallu que les leaders syndicaux préparent le terrain au sein de leur syndicat respectif pour qu'il leur soit possible d'entretenir des relations pouvant mener à des changements politiques durables. L'étude aborde les syndicats en tant que systèmes et présente ses conclusions sous l'angle du leadership syndical. Elle examine de quelle manière les leaders syndicaux peuvent préparer leurs syndicats à travailler plus efficacement avec leurs partenaires de coalitions. L'étude constate que le mouvement vers l'établissement de relations s'effectue parallèlement au passage

des syndicats d'un syndicalisme d'affaires à un syndicalisme social, ce qui ouvre la voie à une transition accrue du syndicalisme canadien vers un mouvement de justice sociale.

**Mobiliser pour créer des emplois verts :
Coalitions syndicales-environnementales en
Californie et en Colombie-Britannique**

Joanna L. Robinson

La présente étude examine le rôle des coalitions syndicales-environnementales dans la création d'occasions de promouvoir les emplois verts et d'influer sur les politiques en matière de changements climatiques. Le développement d'une économie verte joue un rôle essentiel dans la lutte contre les changements climatiques tout en offrant une solution au taux de chômage élevé et à l'expansion des emplois précaires. L'étude examine le développement des coalitions syndicales-environnementales dans le contexte de la transition vers une économie verte en Californie et en Colombie-Britannique. Elle analyse notamment de quelle façon la mobilisation pour obtenir de la formation professionnelle et des emplois verts contribue à la justice environnementale et sociale. L'étude s'appuie sur une étude ethnographique approfondie des coalitions syndicales-environnementales en Californie et en Colombie-Britannique, y compris 56 entrevues exhaustives, enregistrées sous forme numérique, qui ont été menées auprès de leaders des mouvements syndical et environnemental et de décideurs. Ces entrevues visaient entre autres à recueillir les observations des participantes et participants relativement aux collectivités visées par l'étude. Les conclusions de l'étude soulignent l'importance des mécanismes clés qui sont à la base du succès de ces coalitions, tant à l'interne (établissement de relations) qu'à l'externe (élaboration de politiques), y compris la capacité des organisations à reconnaître et à faire des compromis et des concessions, l'importance des possibilités et des ressources locales sur le plan politique, et la présence de personnes capables d'établir un rapprochement, surtout au palier local.

**Le capital des travailleurs et travailleuses
et l'écologisme des caisses de retraite :
stratégie, contradictions et politiques**

Animation : John Holmes

Intervenant : Simon Archer

Le vendredi 29 novembre 2013

De 10 h 15 à 11 h 30 – WW 126

**Le passif carbone du Canada : Conséquences sur
les marchés financiers des actifs délaissés en
matière de combustibles fossiles et les fonds de
retraite**

Marc Lee

Selon des études récentes, on estime qu'entre les deux tiers et les quatre cinquièmes des réserves connues de combustibles fossiles sont formées de « carbone non combustible » qui ne peut pas être brûlé sans danger. Nous soutenons que le Canada fait actuellement l'expérience d'une bulle de carbone qui doit être dégonflée de manière stratégique dans le cadre d'une transition vers une économie reposant sur les énergies propres. Pour évaluer les conséquences de la bulle de carbone canadienne, nous avons mis sur pied une base de données de 114 producteurs de combustibles fossiles qui exercent leurs activités au Canada. Nous avons compilé des données financières sur les revenus, les actifs et la capitalisation boursière de chacun de ces producteurs. Nous avons ensuite ajouté des données sur les réserves de combustibles fossiles (prouvées et probables), que nous avons converties en émissions possibles de CO₂. Nous avons estimé l'étendue de leur passif carbone au moyen d'un prix pour le carbone correspondant aux dommages estimés qui résultent d'une tonne de carbone (le coût social du carbone).

Parce que le risque lié aux changements climatiques n'est pas pris en compte, une grande quantité de capital investi est menacée par la bulle de carbone. Les fonds de retraite et les autres investisseurs institutionnels doivent faire partie de la solution. D'autres instruments d'épargne privés, comme les REER, ainsi que les investissements publics effectués par l'entremise du Régime de pensions du Canada, doivent aussi retirer, de manière contrôlée, les fonds qu'ils ont investis dans les combustibles

fossiles. Nous faisons un certain nombre de recommandations pour faciliter l'écologisation des marchés financiers canadiens.

Fonds de retraite, placements à long terme et infrastructure verte : Critique du programme de l'OCDE sur la croissance verte et le développement durable

Chris Roberts

Compte tenu des besoins en matière d'infrastructure qui non pas été comblés en raison des mesures d'austérité et des privatisations mises de l'avant par les gouvernements, jumelées aux mesures de désendettement des banques et à la quête des fonds de retraite pour obtenir des rendements stables et plus élevés, le Groupe des Vingt (G20) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se tournent vers les fonds de pension pour solliciter des investissements à long terme dans des projets d'infrastructure. Plus particulièrement, l'attention s'est tournée vers l'établissement des critères destinés à encadrer l'investissement accru des fonds de retraite dans des projets à faibles émissions de carbone et à forte résilience climatique dans le domaine de l'énergie, des transports, des télécommunications, de l'approvisionnement en eau, de la gestion des déchets et de l'infrastructure agricole.

La présente étude porte sur un examen critique des efforts déployés par l'OCDE pour tirer parti des investissements des fonds de retraite dans la croissance verte. S'appuyant sur plusieurs études de cas, la présente étude examine les ramifications et les conséquences imprévues de la mobilisation de fonds privés pour atteindre les objectifs en matière d'adaptation et de réduction des effets des changements climatiques. L'étude cherche à déterminer dans quelle mesure les fonds de retraite des travailleurs et travailleuses, combinés aux fonds de capital-investissement et à d'autres investisseurs institutionnels, participent aux efforts visant à renforcer le néocapitalisme et à détourner la résistance populaire, et de quelle manière les travailleurs et travailleuses et les participantes et participants aux régimes de retraite peuvent riposter.

Une voix syndicale dans les fonds de retraite : Ce n'est pas facile d'être vert... ou d'être différent de quelque manière que ce soit d'ailleurs

Johanna Weststar

Au cours des vingt dernières années, le mouvement syndical a connu beaucoup de succès dans les pays anglo-saxons relativement à ses efforts pour obtenir des sièges aux comités responsables de l'administration des régimes de retraite. Bien que les politiques exactes varient selon le pays, la région, le secteur d'activités, le régime de retraite et le syndicat, le fait est que des représentants syndicaux se sont joints à des comités de retraite par l'entremise de lois, de nominations ou d'élections, ou une combinaison des trois. Pour de nombreux syndicalistes et militants qui défendent les régimes de retraite, la présence d'une voix syndicale au sein des comités de retraite représente la possibilité d'une transparence accrue, de considérations davantage holistiques en matière de placements et d'une influence selon le modèle du triple bilan ou selon le modèle des parties intéressées. Prenant appui sur des entrevues et des sondages menés auprès d'administrateurs de régimes de retraite au cours des dix dernières années, la présentation essaie de déterminer si la présence de fiduciaires syndicaux au sein de comités a donné lieu à des différences concrètes quant à la gouvernance des comités de retraite ou aux décisions en matière de placements. Plus précisément, la présentation examine les hypothèses relatives à la présumée « vision syndicale du monde » des fiduciaires syndicaux, des syndicats et de leurs membres, pour comprendre les conséquences de la présence ou de l'absence de cette vision sur la mise en œuvre d'un programme de placements responsables sur le plan social ou environnemental. Elle examine aussi la dynamique structurale et sociale du processus décisionnel des comités de retraite et la façon dont ils s'y prennent pour ancrer des points de vue traditionnels en matière de placements. La présentation se termine par des exemples d'efforts déployés pour soutenir les militantes et militants et par des recommandations à l'intention des syndicats et des fiduciaires syndicaux pour faciliter un mouvement accru dans cette direction.

Les syndicats et les changements climatiques I – Les secteurs d'activité en déclin

Animation : Carla Lipsig-Mummé

Le vendredi 29 novembre 2013

De 15 h 45 à 17 h 15 – WO 126

Où sont allés tous les emplois verts? Étude de l'initiative verte dans le secteur de l'automobile en Australie

Caleb Goods

Après son élection en 2007, le gouvernement travailliste d'Australie a fortement insisté sur la nécessité, pour l'économie du pays, d'effectuer un virage vers une économie de l'avenir à faibles émissions de carbone et de miser sur la création d'emplois verts. Il s'agissait d'une vision étroitement liée à la modernisation écologique et visant une transition gagnante sur toute la ligne vers un capitalisme vert. Le gouvernement avait alors déterminé que l'industrie automobile australienne serait un des fers de lance de cette transition écologique et qu'il s'agissait d'un secteur d'activité mûr pour la création d'emplois verts. Le premier ministre, Kevin Rudd, avait d'ailleurs déclaré sans équivoque [traduction] « en mettant en œuvre aujourd'hui notre stratégie d'investissements verts, nous pouvons transformer notre industrie automobile et créer des emplois verts pour demain » (Rudd 2008). Cette transformation écologique de l'industrie automobile a été largement menée au moyen d'accords de coinvestissement entre le gouvernement et les constructeurs d'automobiles, dans le cadre d'un programme fédéral intitulé *Green Car Innovation Fund* (fonds d'innovation pour la conception de voitures écologiques). La présentation examine minutieusement les résultats environnementaux de cette initiative, les emplois verts créés par les trois grands constructeurs d'automobiles présents en Australie, l'écologisation du travail et les conséquences sur les travailleuses et travailleurs de l'automobile. Cet examen prend appui sur des entrevues réalisées auprès de hauts représentants de l'industrie automobile australienne, de représentantes et représentants syndicaux et du

ministre fédéral responsable de la supervision du fonds d'innovation. La présentation conclut que les efforts actuels de création d'emplois verts non seulement posent de graves problèmes, mais ils ne répondent pas aux intérêts des travailleuses et travailleurs ni à ceux de l'environnement.

Capacités des syndicats dans un climat en changement : Le cas du syndicat australien des travailleuses et travailleurs du secteur manufacturier (AMWU) et de la modernisation écologique en Australie

Darryn Snell et Peter Fairbrother

De plus en plus, les syndicats doivent prendre des décisions difficiles au sujet des changements climatiques et des politiques mises en place pour faire face aux changements touchant leur secteur d'activité respectif. Cette situation est particulièrement évidente dans le secteur manufacturier et en ce qui concerne les politiques gouvernementales, les décisions des employeurs (souvent des multinationales) et les pressions exercées par la concurrence à l'échelle internationale. Ces thèmes sont abordés en relation avec le syndicat australien des travailleuses et travailleurs du secteur manufacturier (Australian Manufacturing Workers Union – AMWU). Ce syndicat soutient depuis longtemps les causes environnementales en Australie, y compris des campagnes pour interdire l'extraction et l'exportation de l'uranium et, plus récemment, la lutte contre les changements climatiques. La présente étude examine le rôle joué par l'AMWU dans le cadre de la campagne mise de l'avant par le mouvement syndical australien dans le but d'instaurer une tarification pour les émissions de carbone en Australie, ainsi que les positions de principe défendues par le syndicat. Les politiques de l'AMWU visent la transition des différents secteurs d'activité vers des pratiques plus durables. Il recommande aussi du soutien pour aider les travailleuses et travailleurs à faire face à la transformation de leur secteur d'activité et aux suppressions d'emplois. En prenant appui sur une démarche politico-économique, nous reconnaissons que les gouvernements au palier des États et au palier fédéral ont accordé

un soutien partiel à la position prônée par le syndicat, qui consiste à intervenir en vue d'une modernisation à caractère écologique. Toutefois, la capacité du syndicat à devenir un acteur environnemental et à assurer une transition équitable et ordonnée à ses membres est limitée par les décisions des multinationales et les incertitudes politiques entourant l'écologisation du secteur manufacturier. Prenant appui sur des études de cas et des entrevues exhaustives menées auprès de leaders du syndicat, d'organismes et de personnes qui appuient les travailleuses et travailleurs licenciés, la présentation examine les défis que doit relever le syndicat à titre d'acteur environnemental et comme partisan d'une transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Cette étude régionale porte sur la ville de Geelong, dans l'État de Victoria, une région qui comprend un grand nombre de manufactures et d'usines de montage d'automobiles, et où l'AMWU a joué un rôle historique et important.

Écologisation des services postaux modernes

Geoff Bickerton, Karen Hawley, Donald Lafleur, et Sarah Ryan

Les services postaux de la plupart des pays développés sur le plan technologique ont un certain nombre de caractéristiques en commun. Dans ces pays, le service postal continue de jouer un rôle important sur le plan de la livraison des colis, des paquets et des communications et publicités papier. Si la principale fonction des services postaux (la livraison d'information en format papier) est en déclin, la livraison des colis et des paquets est en pleine croissance, en grande partie en raison du commerce du secteur privé dans Internet.

Les services postaux – publics et privés – sont d'importants producteurs de gaz à effet de serre. Dans bien des pays, y compris au Canada, le service postal national exploite le plus grand parc de véhicules et le plus grand nombre de points de vente au détail du pays. Toutes les grandes entreprises du secteur des postes sont largement syndiquées. Et dans bien des pays, les syndicats représentant les travailleuses et travailleurs des postes jouent un rôle important quant à

l'établissement des pratiques de travail et au choix de l'équipement. Ils ont aussi une influence sur les politiques publiques en matière de services. Que font les syndicats pour encourager des pratiques responsables sur le plan environnemental et pour réduire les émissions de gaz à effet de serre? Que peuvent apprendre des postes les uns des autres les syndicats en ce qui concerne leurs meilleures pratiques et les obstacles qu'ils ont surmontés? Qu'est-ce que les syndicats d'autres secteurs d'activité peuvent apprendre de l'expérience aux postes?

La présentation s'intéresse aux syndicats de plus d'une centaine de pays et à leur expérience en matière de promotion de pratiques responsables sur le plan environnemental et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le tout dans le cadre de leurs propres activités et des pratiques de leur administration postale respective. Faisant état des résultats d'un sondage élaboré par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes en collaboration avec l'initiative W3 (travailler dans un monde en réchauffement) et distribué par l'entremise de la fédération syndicale internationale UNI en français, en anglais et en espagnol auprès des syndicats des postes de 110 pays, la présentation analyse les meilleures pratiques environnementales, les initiatives novatrices mises de l'avant par les syndicats des postes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que les obstacles pernicieux qu'ils doivent surmonter à cet égard.

Modeler l'avenir : Examen des études internationales sur les changements climatiques et l'avenir des emplois

John Holmes et Carla Lipsig-Mummé

Depuis le milieu des années 1990, on constate la publication d'un nombre croissant d'études internationales importantes qui examinent les conséquences des changements climatiques sur les économies nationales et régionales et les mesures prises pour atténuer ces conséquences, tout en faisant référence, avec plus ou moins d'insistance, au marché du travail. Ces études cherchent à cerner l'incidence des changements climatiques sur les économies nationales et régionales, à prévoir les conséquences de ces changements sur les

emplois en 2025, en 2030 et en 2050, à déterminer les répercussions que de bons emplois verts pourraient avoir sur la croissance économique et à définir le rôle que les politiques économiques et les organisations du marché du travail jouent aux paliers local, national, régional et mondial pour contrer les changements climatiques. En analysant ces études, nous nous sommes concentrés sur le rôle que peuvent jouer le monde du travail, l'emploi et les syndicats dans la réaction face aux changements climatiques, et nous avons cherché à comprendre les répercussions, actuelles et à venir, des changements climatiques sur le travail et l'emploi, selon l'efficacité des politiques mises en œuvre.

La présentation fait état des résultats tirés de l'examen de différentes études de modélisation provenant de l'Union européenne et de ses pays membres, des États-Unis, du Canada, des pays BRIC, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de certains pays d'Afrique. Notre analyse est structurée autour de cinq questions :

- Quelles questions posent les études?
- Quelles hypothèses sont formulées?
- Quel rôle est attribué au monde du travail dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre au palier national ou régional?
- Quelles conclusions en sont tirées?
- La recherche comporte-t-elle des lacunes ou des omissions?

L'analyse de ces études permet de cerner six démarches relativement au rôle des emplois dans la réaction face aux changements climatiques. D'un côté, des études font tout simplement fi du rôle que peuvent jouer les emplois, et à l'autre extrémité, des études reconnaissent l'importance cruciale de ce rôle, mais de manières contradictoires. La majorité des études ignorent ou sous-estiment la capacité du processus de travail à s'adapter et à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour ralentir le réchauffement de la planète. La présentation se termine par la réintroduction du milieu de travail au sein du débat sur les changements climatiques, tout en soulignant les possibilités et les limites d'un engagement à grande échelle du monde du travail, des travailleuses et travailleurs et des syndicats dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Écologisation de l'environnement bâti I – Canada

Animation : Linda Clarke

Le vendredi 29 novembre 2013

De 15 h 45 à 17 h 15 - WW 121

Bâtir un avenir vert : Changements climatiques et secteur de la construction au Canada

John Calvert

Cette présentation traite de l'efficacité des mesures prises dans le secteur de la construction pour contrer les changements climatiques. La transition vers des constructions plus écologiques exige des changements à chaque étape du processus de construction, de la planification initiale, en passant par la conception et l'ingénierie, jusqu'au travail effectué sur le chantier de construction. Plus précisément, la présentation porte sur le rôle des travailleuses et travailleurs de la construction dans cette transition. Pour être couronnée de succès, l'écologisation du secteur de la construction nécessite de nouvelles compétences, de nouvelles formations, de nouvelles méthodes de travail et une nouvelle compréhension du potentiel de l'environnement bâti pour faire face aux changements climatiques. La question est de savoir dans quelle mesure la formation et les programmes d'apprentissage actuels incluent les nouvelles compétences vertes, et si les pratiques en milieu de travail reflètent les meilleures pratiques environnementales.

Bien que les travailleuses et travailleurs de la construction ne constituent qu'une partie du processus de construction dans son ensemble, les faits à l'échelle internationale laissent entendre que leur participation active est essentielle à la réalisation des objectifs du Canada en matière de changements climatiques. Toutefois, leur contribution a été marginalisée dans bien des secteurs de l'industrie de la construction. Par conséquent, un deuxième volet de cette présentation examine le rôle des syndicats, qui représentent encore un segment important de la main-d'œuvre de la construction. Bien qu'il existe des différences à cet égard selon le métier, le secteur

de l'industrie et la région, les syndicats ont mis de l'avant un certain nombre d'initiatives prometteuses dans le but d'intégrer des composantes vertes à leurs programmes d'apprentissage. Ils ont aussi exercé des pressions pour faire modifier les codes du bâtiment, les règles relatives aux achats gouvernementaux et les politiques publiques.

Une maison verte : Intervention rapide pour atténuer les changements climatiques et favoriser les emplois verts

Charley Beresford et Robert Duffy

Rénover les résidences dans le but d'en améliorer le rendement énergétique est une façon rapide et abordable de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de conserver l'énergie et de permettre aux gens de réduire leurs factures de services publics tout en stimulant l'économie locale et la création d'emplois verts. Cependant, encourager la rénovation résidentielle pour améliorer le rendement énergétique peut représenter tout un défi. Les coûts initiaux ont un effet dissuasif sur bon nombre de propriétaires parce qu'ils sont relativement élevés et mettent du temps à se rentabiliser grâce aux économies réalisées en matière d'énergie. La présentation examine deux modèles prometteurs applicables aux programmes de financement de l'efficacité énergétique résidentielle administrés au palier municipal au Canada : les redevances d'aménagement local (RAL) pour l'efficacité énergétique et le financement au moyen de réductions des factures de services publics (en anglais, ce modèle est souvent appelé « Pay As You Save »). Dans un cas comme dans l'autre, la municipalité fournit un financement à faible taux d'intérêt pour permettre au propriétaire ou au locataire de payer les coûts initiaux des travaux de rénovation destinés à améliorer le rendement énergétique de la résidence. Ce prêt est remboursé graduellement par le propriétaire ou le locataire au moyen des taxes foncières ou des factures de services publics. Prenant appui sur la recherche en politiques publiques canadiennes, sur des études de cas et sur les leçons tirées des programmes existants, la présentation donne un aperçu de ces modèles de financement et fait une analyse, pour chaque

province, des possibilités, des obstacles législatifs ou réglementaires potentiels (et des solutions), des précédents utiles en matière de politique et des autres ressources destinés notamment aux décideurs, aux employés municipaux, aux militants communautaires, aux écologistes, aux syndicalistes et aux chercheurs du domaine des politiques.

Ingénieurs, changements climatiques et infrastructures durables

Kean Birch

Au cours des années à venir, des infrastructures vieillissantes devront être remplacées et de nouvelles devront être mises en place. Cependant, toute nouvelle construction doit pouvoir s'adapter aux changements climatiques (par exemple, hausse ou baisse des températures) et doit aider à atténuer les causes des changements climatiques (émissions de gaz à effet de serre), sinon nous pourrions nous retrouver prisonniers d'infrastructures non durables (par exemple, dépendantes des combustibles fossiles). Cette constatation est lourde de conséquences pour les ingénieurs, puisqu'ils participent directement à la planification, à la conception, à la construction et à l'entretien des infrastructures. La présentation souligne de quelles manières les changements climatiques sont intégrés à la planification et au développement des infrastructures en Ontario, surtout en ce qui concerne le cycle de vie de tels projets (par exemple, planification, conception, construction et entretien). La présentation examinera les obstacles et les facteurs favorables à l'émergence d'infrastructures durables en se concentrant sur trois questions clés : De quelle manière les préoccupations relatives aux changements climatiques ont-elles été intégrées à la planification et au développement des infrastructures? Comment pouvons-nous veiller à ce que toute nouvelle infrastructure soit adaptée aux changements climatiques et permette d'en atténuer les conséquences? Et que signifie, pour le travail des ingénieurs, cette intégration des préoccupations relatives aux changements climatiques dans la construction des infrastructures?

De vieilles solutions à de nouveaux problèmes

Ken Jakobsson

Au cours des 25 dernières années, l'industrie de la construction de la Colombie-Britannique a subi des changements sans précédent. En raison de la déréglementation et des soumissions à la baisse, l'industrie de l'isolation était sur le point de disparaître. Reconnaisant que l'isolation mécanique est souvent le premier coin que l'on cherche à arrondir dans le cadre d'un projet de construction, *BC Insulators* (la section locale 118 de l'Association internationale des poseurs d'isolant) a lancé une campagne novatrice qui a complètement renversé la tendance au sein du secteur de l'isolation. Cette présentation examine les mesures prises par *BC Insulators* pour modifier l'image du syndicat, étendre sa part du marché, faire passer le point de mire des coûts de construction aux coûts d'exploitation et proposer des solutions pratiques pour grandement améliorer le profil climatique des immeubles. La façon dont le mouvement syndical conçoit sa relation à l'environnement est en train de changer. Les syndicats des métiers de la construction changent leur façon de penser et examinent la possibilité d'appliquer de vieilles solutions aux nouveaux problèmes posés par les changements climatiques. La construction, par définition, modifie l'environnement. Toutefois, il ne s'agit pas d'une relation à sens unique. Les membres des métiers de la construction sont profondément affectés par leur environnement de travail. Ils doivent relever d'importants défis, soit construire et assurer le fonctionnement de nouveaux concepts offrant des changements en matière de consommation d'énergie, une réduction des émissions de gaz à effet de serre et une efficacité environnementale accrue. L'isolation mécanique est l'une des solutions pouvant aider à relever ces défis.

La campagne de *BC Insulators* démontre la valeur des rénovations écologiques pour reconquérir une part de marché, mobiliser une nouvelle génération d'apprentis, moderniser les métiers de la construction et protéger la planète pour les générations à venir.

La politique publique à l'ère de l'austérité

Animation : John Shields

Le vendredi 29 novembre 2013

De 15 h 45 à 17 h 15 – WW 120

Rémunération, distribution et autonomie : Le rôle des bons emplois pour ralentir les changements climatiques

Katherine Trebeck

Pendant que la polarisation du marché du travail s'accroît dans nombre d'économies anglo-saxonnes (Standing, 2010), les conditions de travail de bien des gens se détériorent. Les postes qui exigent des connaissances techniques très importantes sont en pleine croissance, de même que les emplois peu spécialisés, notamment dans le secteur des services, alors que les emplois exigeant un niveau moyen de connaissances techniques sont en déclin (Resolution Foundation, 2011). Les mauvais emplois (voir Warhurst 2011) limitent les chances d'épanouissement des gens qui ne peuvent exercer aucun pouvoir sur les transactions du marché du travail. Ces gens se retrouvent enfermés dans un cycle où alternent les périodes de bas salaire et les périodes sans salaire, ce qui contribue à accroître le stress et le sentiment de perte de contrôle (Marmot 2004), au détriment des interactions dans la famille et la collectivité (Trebeck 2011) et de la mobilité sociale. Sur les plans social et économique, les mauvais emplois contribuent à l'accroissement des inégalités. En retour, les inégalités ont une incidence sur l'environnement et les émissions de carbone, notamment parce qu'elles encouragent la consommation (Kasser 2002).

Cette présentation examine le rôle clé joué par les bons emplois dans la création d'un monde qui n'empiète pas sur les limites planétaires. En dressant le portrait du rôle joué par le travail dans une économie durable et équitable, elle examine les points suivants :

- Quels types d'emplois et dans quels secteurs? (McKenzie 2010)
- Comment se fait le partage du travail? (Schor 2011; Coote 2012)

- Qui obtient du travail? (Oxfam 2013)
- Quelles sont les conditions de travail? (NEF 2013, Stegar et al 2012)
- Qui est propriétaire du travail? (Robertson 1998)

Cette présentation soutient qu'il importe de maintenir un concept élargi du « travail » pour qu'il tienne compte de son rôle auprès des employés et des employeurs et des conséquences qu'entraînent les différents modes de travail à l'échelle de la société et de la planète.

Partenariats publics-privés, austérité et marchés publics canadiens : développement durable ou risque tolérable?

Heather Whiteside

Tous les secteurs de la société canadienne connaissent un déficit infrastructurel de plus en plus prononcé. Ce déficit consiste en un écart considérable entre les montants investis par les gouvernements et les montants requis pour assurer la mise à niveau, la maintenance et la construction des infrastructures publiques. Les projets d'infrastructure municipaux (par exemple, les réseaux d'aqueduc et d'égouts) doivent surmonter des obstacles additionnels puisque les sources de revenus des municipalités sont souvent limitées, et les récentes mesures d'austérité fiscale risquent d'aggraver les préoccupations existantes à cet égard. Néanmoins, les défis sont toujours accompagnés de possibilités. Puisqu'il est nécessaire d'investir d'importantes sommes dans des projets d'infrastructure de grande envergure, il sera ainsi possible d'intégrer, de manière systématique, les principes de durabilité (économique, sociale et environnementale) au processus d'attribution des marchés publics. Le modèle des partenariats publics-privés (PPP), c'est-à-dire le recours au secteur privé pour financer des infrastructures ou des services publics et en assurer la construction ou la prestation, est sur le point de devenir la principale démarche pour faire face au déficit infrastructurel au Canada, surtout compte tenu des restrictions imposées aux dépenses publiques. Cette présentation fait l'analyse critique des PPP au moyen de la norme des « marchés publics durables » selon laquelle la valeur monétaire à long terme est examinée sur le

plan des avantages et des risques économiques, sociaux et environnementaux. La présentation pose notamment les questions suivantes : Les PPP constituent-ils une forme de marché public durable et peuvent-ils contribuer au développement durable? Jusqu'à quel point les PPP créent-ils ou gèrent-ils diverses formes de risques? Pour répondre à ces questions, nous utiliserons des exemples du palier municipal au Canada, et plus particulièrement des exemples de projets d'infrastructures destinés à l'approvisionnement en eau. Les répercussions des PPP sur le monde du travail seront mises en lumière tout au long de cette analyse.

Atténuation des émissions de méthane dans les mines de charbon : Avantages pour la sécurité des travailleuses et travailleurs, réduction des émissions de gaz à effet de serre et rôle du chevauchement de la réglementation en matière d'environnement et de santé et de sécurité au travail

Winfield Wilson

Les lois américaines en matière de santé et de sécurité au travail exigent la prise de mesures pour diminuer les émissions de méthane dans les mines de charbon où ces émissions posent un risque important d'asphyxie et d'explosion, surtout dans les mines souterraines. L'industrie du gaz naturel extrait le méthane au moyen de puits, mais dans les mines de charbon, le méthane, qui est un sous-produit de l'extraction du charbon, est souvent relâché dans l'atmosphère après avoir été libéré et ventilé des couches de houille, ce qui donne lieu à des émissions d'un gaz à effet de serre dont le potentiel de réchauffement est environ 24 fois plus élevé que celui du dioxyde de carbone. Seules quelques mines ont installé des dispositifs pour capter ces émissions afin de les utiliser comme source additionnelle de combustible. La loi environnementale américaine n'interdit pas les émissions de méthane, mais des règlements adoptés récemment aux termes de la loi sur la qualité de l'air (*Clean Air Act*) envisagent la prise de mesures d'atténuation dans certaines circonstances et encouragent la prise de mesures de contrôle. Pour le milieu syndical et les décideurs environnementaux, cette dissonance réglementaire est l'occasion de mieux comprendre les coûts externes de ce secteur d'activités.

La présentation examine les défis stratégiques concurrents que pose la réglementation visant les émissions de méthane et son incidence sur la sécurité des travailleuses et travailleurs et sur le contrôle et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Une des options à envisager est la reconfiguration des systèmes de ventilation souterrains pour atténuer les émissions « fugitives », en captant ces émissions et en les transformant pour les utiliser à d'autres fins, ou encore en les brûlant à la torche. La production de charbon demeure une activité dangereuse, surtout dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés, comme les États-Unis, où cette industrie est réglementée. À l'échelle mondiale, la production de charbon est confrontée, sur le terrain, à de nombreux défis environnementaux, notamment la pollution de l'eau, des sols et de l'air, y compris les émissions de gaz à effet de serre, de mercure et d'autres polluants atmosphériques qui sont libérés au moment de la combustion. La présentation met en contexte les défis qui doivent être relevés pour régler la dissonance politique liée à cet enjeu. Elle suggère des voies vers un avenir plus sécuritaire et plus vert pour une industrie qui fournit encore une grande partie de l'énergie consommée à l'échelle mondiale.

Énergie I – Regards critiques sur les énergies renouvelables : Bioénergie et biocarburants

Animation : John Calvert

Le samedi 30 novembre 2013

De 8 h 30 à 9 h 45 – WW 120

Importance politique de la bioénergie

Kean Birch et Kirby Calvert

Trouver une solution aux changements climatiques est le principal enjeu de notre époque. Si nos sociétés et nos économies n'abandonnent pas en bloc le recours aux combustibles fossiles, nous nous dirigerons vraisemblablement tout droit vers une catastrophe environnementale. Toutefois, la transition vers un avenir durable

repose sur le passage d'un modèle énergétique fondé sur le carbone à un modèle fondé sur des sources d'énergie renouvelables. Il s'agit d'une transition pour le moins controversée sur les plans économique et politique. La bioénergie, et plus particulièrement les biocarburants, constitue la principale forme d'énergie renouvelable dans de nombreux pays tels les États-Unis et les pays de l'Union européenne. Comme le constate Timothy Mitchell au sujet des sources d'énergie tirées du carbone, la bioénergie comporte des particularités liées aux possibilités et aux limitations politico-économiques des sociétés du monde entier. Ces particularités politiques liées à la bioénergie revêtent une importance capitale quant à la transition vers un modèle durable, puisqu'elles influent sur les nouveaux régimes d'énergie et sont influencées par ceux-ci.

Répercussions économiques de la production d'énergie renouvelable et durable dans la région de Kingston, en Ontario

Megan MacCallum, John Holmes et Warren Mabee

Dans le cadre de sa stratégie pour devenir la « ville la plus écolo » au Canada, Kingston, en Ontario, appuie la réalisation de projets de production d'énergie renouvelable dans la municipalité et les environs. Selon un examen initial de la région effectué en 2011, l'adoption de la *Loi sur l'énergie verte et l'économie verte* en Ontario et la présence de ressources énergétiques éoliennes et solaires ont donné lieu à l'émergence d'activités économiques durables. Le rapport initial constate que plus d'une centaine d'entreprise de la région de Kingston travaillent à des projets d'énergie renouvelable. Toutefois, il s'agit pour la plupart d'entreprises de très petite taille n'embauchant que quelques personnes. En 2011, chacune des entreprises ayant accepté de participer à l'étude a indiqué avoir l'intention de prendre de l'expansion au cours des cinq prochaines années dans la mesure où le climat politique et économique le permet. Au cours de l'été 2013, un sondage a été effectué pour analyser les progrès réalisés dans l'atteinte de cet objectif. Dans le cadre de l'étude, les emplois verts liés au secteur des énergies renouvelables sont classés dans différentes catégories, et un suivi est effectué pour

chaque catégorie d'emplois. L'étude évalue le rôle du secteur de l'énergie renouvelable dans la création d'emplois dans la région de Kingston, et la possibilité que l'énergie verte produite par ces emplois puisse servir d'appui à l'émergence d'une catégorie plus vaste d'emplois verts. Une attention particulière est accordée au développement d'applications en matière de bioénergie qui entrent en concurrence avec d'autres technologies destinées à produire des énergies renouvelables.

Les syndicats et les changements climatiques II – Franchir les frontières

Animation : Sarah Ryan

Le samedi 30 novembre 2013

De 8 h 30 à 9 h 45 – WW 119

Un vœu pieux? L'emploi et les pratiques environnementales dans le secteur de l'économie sociale

JJ McMurtry

Une grande partie des études sur l'économie sociale portent sur la nature éthique de celle-ci, notamment le fait qu'elle vise des objectifs sociaux plutôt que la réalisation de profits et le fait que les organisations de ce secteur sont de meilleurs employeurs que les entreprises des autres secteurs de l'économie en général. Cette présentation aborde l'économie sociale sous l'angle de la politique environnementale et de la politique du travail. En particulier, elle se penche sur le secteur de l'énergie de remplacement en Ontario et examine dans quelle mesure les organisations de l'économie sociale sont à la hauteur de leurs prétentions. Ces organisations ont bénéficié d'un traitement privilégié dans la *Loi sur l'énergie verte et l'économie verte* précisément en raison de leur orientation sociale et de leur contribution positive à la collectivité.

La présentation fait le survol des études portant sur les emplois et les lieux de travail de l'économie sociale en général. Elle examine les différentes prétentions concernant certains types d'organisations dans ce secteur de l'économie (organismes à but non lucratif, groupes communautaires, coopératives, entreprises sociales).

La présentation examine ensuite ce qu'il advient de ces prétentions dans le secteur de l'économie sociale en Ontario au moyen de données de recherche obtenues à l'aide des outils suivants : carte de ces organisations dans la province; sondage sur les pratiques de ses organisations en matière de travail et d'environnement; entrevues exhaustives auprès d'intervenants clés du secteur de l'économie sociale; conditions de travail et politiques d'achat de ces organisations sur les plans environnemental et social. La présentation conclut que tant que les prétentions de l'économie sociale ne seront pas mises en œuvre au palier des organisations et qu'elles ne feront pas l'objet de politiques exécutoires, le statut de ce secteur de l'économie en tant que modèle de vertu sociale demeurera un vœu pieux.

Lieux de travail dans les grandes entreprises transnationales : Les pratiques écologiques peuvent-elles être transférées entre le travail et la maison?

Nora Räthzel

En 2004, un peu moins de 50 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale étaient attribuables aux approvisionnements en énergie et à la production industrielle (GIEC, 2007). D'ici 2050, on s'attend à ce que la demande en biens manufacturés augmente d'au moins 100 % (par rapport aux niveaux de 2006), ce qui entraînera une augmentation de 90 % des émissions industrielles de CO₂ (par rapport à 2007) si aucune mesure n'est prise pour contrer ces émissions. À la suite de l'adoption de nouveaux règlements par l'Union européenne, les pays qui en sont membres ont établi des moyens d'action pour réduire ou compenser les niveaux d'émission de certaines organisations en particulier. Toutefois, ces règlements ne se sont pas avérés efficaces, tant sur le plan de la production que sur celui de la consommation. Le projet de recherche intitulé « Low Carbon at Work » cherche à comprendre ce qui encourage et ce qui entrave les pratiques écologiques au travail et à la maison, et reconnaît non seulement la contribution très importante de la production industrielle aux émissions de gaz à effet de serre, mais aussi le fait que la consommation est un

catalyseur indissociable de la production. Nous avons étudié deux multinationales (construction automobile et industrie pétrolière) en Suède et au Royaume Uni. Nous avons cherché à savoir dans quelles circonstances les travailleuses et travailleurs et les gestionnaires sont encouragés à transférer des pratiques écologiques du travail à la maison, et vice versa. Nous avons aussi examiné de quelle manière les relations entre les gestionnaires, les employés et les syndicats peuvent encourager ou empêcher l'adoption de processus de production plus écologiques. Les deux études de cas font appel à des entrevues d'information et à des entrevues portant sur l'histoire des personnes interrogées pour comprendre les changements survenus à différentes étapes de leur vie. Nos conclusions expliquent pourquoi les travailleuses et travailleurs sont souvent incapables de transférer des pratiques de la maison au travail, et pourquoi ils sont réticents à le faire, pourquoi ils établissent une démarcation claire entre le travail et la maison, et dans quelles circonstances ils s'ouvrent à la possibilité de transférer des pratiques écologiques de la maison au travail, et vice versa. Nous avons observé de quelle façon une communication limitée entre les paliers hiérarchiques d'une entreprise et des pratiques de gestion inflexibles dissuadent les travailleuses et travailleurs de suggérer et de mettre en œuvre des changements utiles pour l'environnement.

Contre les changements climatiques par des mesures au travail : campagnes et négociations

Alex White

La majorité des travailleurs et travailleuses croient que leur lieu de travail pourrait faire davantage pour réduire son empreinte carbone et combattre les changements climatiques. L'action collective des travailleuses et travailleurs peut donner lieu à une importante réduction des émissions de gaz à effet de serre dans un lieu de travail, que ce soit par une campagne en milieu de travail ou des négociations collectives formelles. Les obstacles à de telles actions au travail sont le manque de sensibilisation au sujet des mesures pratiques qui peuvent être prises, la supposition que « quelqu'un d'autre » est responsable ou encore le manque de conviction de pouvoir faire quelque chose pour changer la situation.

L'étude de cas examine un programme administré par le syndicat national de l'enseignement supérieur (*National Tertiary Education Union – NTEU*) dans huit universités de l'État de Victoria, en Australie, de 2009 à 2011. Dans le cadre de ce programme, plus de 150 employées et employés syndiqués ont participé à des activités mensuelles visant à réduire l'empreinte carbone de leur lieu de travail. Au cours de la même période, le syndicat est parvenu à négocier des clauses en matière de durabilité, les premières du genre à faire partie d'une convention collective négociée avec une entreprise australienne. Grâce à ces clauses, le personnel des huit universités en question a, pour la toute première fois, son mot à dire sur les questions de durabilité. Dans le cadre du programme, le syndicat a aussi collaboré à la mise sur pied d'activités avec une des principales organisations environnementales d'Australie.

La campagne a mis à contribution les connaissances émanant du marketing social et du marketing comportemental, deux disciplines axées sur la collectivité, ainsi que la recherche effectuée par le NTEU. Le programme a permis d'augmenter le nombre de membres actifs et engagés envers la lutte contre les changements climatiques, de diminuer de façon quantifiable l'empreinte carbone des universités en question et d'accorder aux employés le droit de faire valoir leur point de vue sur les questions de durabilité touchant leur travail.

Une analyse du programme fournira aux syndicats et aux organisations écologiques non gouvernementales d'importantes connaissances en matière de marketing comportemental qui leur permettront d'interpeler les gens et d'influencer leur attitude face aux changements climatiques et à la durabilité, de diminuer leurs empreintes carbone et de déterminer de quelle manière les syndicats et les organisations écologiques non gouvernementales peuvent collaborer.

Collectivité, subsistance et répercussions environnementales

Animation : Jan Kainer

Le samedi 30 novembre 2013

De 10 h à 11 h 30 – WO 25

Le recyclage professionnel comme façon d'étendre sa capacité d'adaptation : Exemples de la pêche, de l'agriculture et du tourisme dans certains petits États insulaires en développement

Machilu Zimba

Le programme mondial sur la recherche, l'adaptation, la politique et le développement en matière de vulnérabilité des États insulaires (*Global Islands' Vulnerability Research, Adaptation, Policy and Development – GIVRAPD*) cherche à comprendre les conditions socioéconomiques multiéchelles, les conditions de gouvernance et les conditions environnementales qui influent sur la vulnérabilité et la capacité d'adaptation aux changements climatiques, de manière individuelle et collective, des agglomérations côtières de petite et moyenne envergure. Notre étude a principalement recours à un même cadre d'évaluation communautaire de la vulnérabilité (*Community-Based Vulnerability Assessment – CBVA*) appliqué à quatre lieux d'apprentissage comparables (Jamaïque, Sainte-Lucie, Maurice et Seychelles) et visant les travailleuses et travailleurs de la pêche, de l'agriculture et du tourisme. Les résultats de cette étude démontrent encore une fois qu'il est nécessaire de mettre en place un cadre national de recyclage professionnel ciblé qui tienne compte du recyclage professionnel des travailleuses et travailleurs à faible revenu et en situation de précarité dont les moyens de subsistance sont les plus menacés par les changements climatiques. Ces résultats sont mis en contexte en les comparant aux résultats d'autres courants de recherche portant sur l'étude de cas du GIVRAPD, dans le cadre d'une tentative sans précédent visant à intégrer des connaissances scientifiques (modélisation du climat et évaluation de la vulnérabilité des régions côtières) et des connaissances locales (évaluation des questions liées à la gouvernance et enquête sur la demande, dans ces collectivités, en matière de micro-assurance pour cause de catastrophes naturelles).

Dans les airs : L'Ouragan Igor et la mobilité géographique liée à l'emploi

Stephanie Sodero

En 2010, Terre-Neuve a été frappée par l'ouragan Igor, la plus grande tempête jamais recensée de toute l'histoire de la province. En prenant appui sur la sociologie des flux, j'examinerai la résilience et la vulnérabilité du marché de l'emploi après le passage de l'ouragan Igor. Plus précisément, je me concentrerai sur les travailleuses et travailleurs de l'industrie pétrolière, dont l'emploi est lié aux flux de la production et de la consommation de pétrole en raison des longues distances à parcourir pour se rendre au lieu de travail, et sur les membres des Forces armées canadiennes qui participent à des opérations de secours et qui dépendent de la consommation de combustibles fossiles. Terre-Neuve est un centre névralgique du réseau mondial des flux de carbone et de combustibles fossiles. Par exemple, les travailleuses et travailleurs sont transportés en hélicoptères jusqu'aux plateformes de forage situées à 300 kilomètres des côtes, où le pétrole est extrait des fonds marins, transporté dans des navires fonctionnant à l'énergie fossile afin d'être raffiné, et envoyé ensuite à l'extérieur de la province, où ils alimentent d'autres flux, occasionnant des émissions de gaz à effet de serre à chaque étape de ce processus. Étant donné que les champs pétrolifères au large de Terre-Neuve se trouvaient sur le passage de l'ouragan Igor, les plateformes de forage ont dû être évacuées. On a fait appel à 900 membres des Forces armées canadiennes pour aider aux opérations de secours et rétablir le contact avec 90 collectivités isolées en raison de la destruction d'une route ou d'un pont. Dans le cadre de cette étude de cas, j'ai pris appui sur le concept de la théorie du risque du sociologue Ulrich Beck pour examiner la circularité des avantages et des risques propres au travail et à la mobilité, c'est-à-dire le fait que le travail effectué à l'aide de carburants fossiles contribue aux changements climatiques et que ceux-ci perturbent l'emploi au quotidien, mais génèrent du travail qui se traduit par des opérations de secours.

Initiative municipale pour la qualité de l'air et action contre les changements climatiques dans la région du Grand Toronto : la collaboration comme catalyseur

Gaby Kalapos

Les politiques et les mesures qu'une municipalité peut adopter à titre de protections contre les changements climatiques sont des priorités qui peuvent à la fois améliorer la qualité de vie de la collectivité et la rendre plus durable, résiliente, prospère et concurrentielle. Les gouvernements locaux prennent des décisions sur la gestion des déchets, l'utilisation des terres et les transports. Ces décisions ont une incidence sur les particuliers, sur la collectivité et, en bout de ligne, sur le profil des émissions à l'échelle provinciale et nationale. En même temps, les municipalités disposent d'un potentiel énorme pour réduire leur vulnérabilité face aux changements climatiques par les décisions et les politiques touchant l'utilisation des terres, l'aménagement urbain et les infrastructures.

Toutefois, pour atteindre ces objectifs complexes, les municipalités doivent sortir de leur isolement et collaborer entre elles et au sein même de leur administration dans le cadre d'initiatives multidisciplinaires et interdépartementales. Le Conseil de l'air pur (*Clean Air Council*) est un réseau de municipalités de la région du Grand Toronto et du Sud-Ouest de l'Ontario qui collaborent pour mettre en commun leurs expériences, leur expertise et les leçons apprises dans le but de mettre en œuvre des actions pour améliorer la qualité de l'air et lutter contre les changements climatiques. Le Conseil de l'air pur part du principe fort simple que, si une municipalité entreprend une telle action, il est logique qu'elle partage avec d'autres gouvernements son expérience et les leçons qu'elle en aura tirées. De cette manière, elle encourage d'autres municipalités à prendre des mesures pour réduire les émissions de carbone et créer des collectivités plus saines et plus vivables, et elle contribue à relever la barre. Cette présentation met en lumière une partie du travail accompli par le Conseil et fait rapport sur les progrès réalisés par ce dernier et les municipalités qui en font partie.

Les effets de l'adaptation aux changements climatiques sur la subsistance des collectivités rurales

Emmanuel Mutebi

Les populations rurales défavorisées, dont la survie dépend directement de la production d'une agriculture pluviale, sont durement touchées par le stress et les chocs subis par le système alimentaire, ce qui a des conséquences profondes sur la sécurité de leur subsistance et sur leur bien-être. La présente étude examine les liens qui peuvent être établis entre la protection sociale, l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe dans le contexte d'une agriculture pluviale. Elle tente aussi de déterminer si ces trois démarches pourraient aider à améliorer la résilience des collectivités face au stress et aux chocs affectant les régions où la production alimentaire repose sur une agriculture pluviale.

L'étude examine les similarités et les différences entre les trois démarches sur les plans conceptuel et politique. Elle compile des études de cas qui présentent des démarches en matière de changements climatiques et de protection sociale durable. L'étude élabore aussi un cadre de travail adaptatif en matière de protection sociale mettant en lumière les différentes possibilités.

Les changements climatiques entraînent une modification de la magnitude et de la fréquence du stress et des chocs subis. Ainsi, les démarches comme la protection sociale, la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques seront nécessaires pour soutenir la résilience locale et compléter l'expérience des gens. Les mesures de protection sociale et de réduction des risques de catastrophes conçues pour limiter les dommages subis en raison des chocs et du stress ne seront peut-être pas suffisantes à long terme. Pour que les mesures de protection sociale soient résilientes face aux changements climatiques, il faudra envisager de quelle façon intégrer aux stratégies adaptatives la réduction de la dépendance envers les moyens de subsistance qui sont fragiles faces aux changements climatiques.

L'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe ne peuvent pas s'attaquer efficacement aux causes profondes de la pauvreté et de la vulnérabilité des populations sans

adopter un point de vue différencié sur la pauvreté. Le problème peut être résolu par l'intégration, jumelée à la protection sociale.

Villes, collectivités, travail et changements climatiques

Animation : Steven Tufts

Le samedi 30 novembre 2013

De 10 h à 11 h 30 – WW119

Polarisation du marché du travail et inefficacité des politiques contre les changements climatiques dans deux villes globales

Daniel Aldana Cohen

Depuis longtemps, les spécialistes du climat de toutes les allégeances politiques affirment que les villes sont particulièrement bien adaptées pour la lutte contre les changements climatiques. Mais aujourd'hui, ils s'arrêtent pour prendre en considération ce que Harriet Bulkeley considérait être un écart entre les beaux discours et la réalité des politiques urbaines en matière de réduction des émissions de carbone. Je présente une nouvelle explication de cet écart en examinant plus particulièrement la façon dont les marchés du travail polarisant dans les villes globales exercent une influence subtile sur les politiques urbaines touchant les changements climatiques afin de nuire à la formation d'alliances potentielles entre la classe moyenne et la classe ouvrière, alliances qui sont nécessaires pour qu'un gouvernement puisse mettre en œuvre des réformes d'envergure. En me fondant sur une recherche qualitative exhaustive portant sur New York et São Paulo, et sur des données secondaires sur les marchés du travail, les niveaux de salaire et la consommation, j'affirme que les environnementalistes bien intentionnés ont souvent fait fi des préoccupations de la classe ouvrière en matière de consommation (y compris en ce qui concerne le transport en commun et l'hébergement) tout en mettant à l'avant plan celles des résidents urbains de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure. Ils agissent ainsi malgré le fait que les projets politiques de la

classe ouvrière comportent souvent des demandes similaires à celles des environnementalistes (bien qu'exprimées dans un langage très différent), c'est-à-dire avoir des villes compactes où il fait bon vivre. Je soutiens que l'évolution des marchés du travail, jumelée à la thèse de la ville globale avancée par Saskia Sassen, offre la meilleure explication pour cette divergence. Je termine en suggérant que la popularité du mouvement d'occupation à New York (*Occupy Wall Street* et *Occupy Sandy*), et la flambée de manifestations à São Paulo à la suite de la hausse des tarifs du transport en commun démontrent qu'il est possible d'établir un rapprochement entre les projets de politiques urbaines de la classe ouvrière et ceux de la classe moyenne en se fixant pour objectif la résistance à la croissance des inégalités que viennent amplifier les stratégies liées au concept de ville globale.

Villes, changements climatiques et économie verte

Stephen McBride, John Shields et Stephanie Tombari

En décidant d'abandonner le Protocole de Kyoto durant la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques en 2011, le gouvernement canadien a clairement indiqué qu'il ne se préoccupait pas du climat. Bien que le Canada soit l'un des pays qui émet le plus de gaz à effet de serre par habitant (Flannery, Beale et Hueston, 2012), le gouvernement Harper a refusé d'adopter une stratégie d'action nationale sur le climat. Et bien que l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique aient mis de l'avant une série de politiques progressistes sur le climat, l'absence de coordination au palier national a donné lieu à une réponse canadienne éparpillée (Holmes, 2012).

Les municipalités canadiennes prennent l'initiative en réagissant à la fois aux changements climatiques et à la crise économique. Depuis le début des années 1990, les plus grandes villes du pays – Toronto, Vancouver et Montréal – ont adopté des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des services et des immeubles municipaux. Toutefois, les politiques sur les changements climatiques adoptées par les municipalités de taille moyenne sont généralement passées inaperçues. L'étude explore les conditions

qui poussent les villes de taille moyenne à adopter des politiques de développement économique qui ne contribuent pas au réchauffement climatique. Elle examine aussi comment les villes s'informent sur les politiques climatiques adoptées ailleurs, et de quelle manière elles adoptent leurs propres politiques. Elle se penche enfin sur les différents partenariats publics-privés qui accompagnent le développement économique vert.

Réduire la pollution de l'air et le chômage : l'explosion de projets d'infrastructures vertes en Ontario ne constitue pas un nouveau pacte vert

James Nugent

Prenant appui sur la lutte contre la pollution atmosphérique (smog et changements climatiques) et la création d'emplois, le gouvernement libéral de l'Ontario a entrepris trois importantes politiques d'infrastructure : la conversion au gaz naturel des centrales thermiques au charbon, l'octroi de subventions pour encourager les énergies renouvelables, et le « Grand Projet », soit un plan de 50 milliards de dollars pour la construction de plus de 1 200 km de voies de transport urbain rapide dans la région du Grand Toronto et de Hamilton au cours des 25 prochaines années. Mais si le gouvernement au pouvoir est parvenu à éviter une crise de légitimité sur la question de la pollution de l'air, grâce en partie au soutien qu'il accorde aux programmes d'infrastructures vertes, certains organismes communautaires ont contesté avec succès l'imposition, du haut vers le bas, de ces programmes dans leur cour. Entre-temps, les politiques du gouvernement ontarien en matière d'infrastructures vertes n'ont pas réussi à réaliser le nouveau pacte vert envisagé par le mouvement syndical. Au contraire, les solutions socio-écologiques mises de l'avant pour le gouvernement libéral de l'Ontario ont bénéficié à des objectifs néolibéraux comme la privatisation des services publics, la financiarisation des biens publics et l'affaiblissement des syndicats.

La présentation met l'accent sur le « Grand Projet » à titre de tentative de la part du capital et de l'État de trouver une solution socio-écologique aux coûts sociaux, environnementaux et économiques de la

congestion routière et aux problèmes plus vastes du chômage. Le projet s'est gagné l'appui de la population grâce à des promesses de réduction des temps de déplacement, de diminution de la pollution de l'air et de création d'emplois. Toutefois, le « Grand Projet » vise tout autant à améliorer la circulation du capital, qui est de plus en plus congestionné en raison du déficit croissant de Toronto en matière d'infrastructures. Qui paiera la facture et qui empochera les bénéfices liés à ce projet de développement du transport urbain? La réponse à ces questions demeure ouverte et contestée. Prenant appui sur un travail de terrain fondé sur l'action, l'auteur décrit comment des syndicats, des organismes communautaires et des groupes environnementaux forment des alliances pour définir les modalités et les conditions de cette solution socio-écologique. La présentation évalue les luttes visant à transformer les emplois verts créés par les projets de transport en commun en emplois syndiqués et bien rémunérés pouvant servir à sortir de la pauvreté les jeunes, les femmes et les travailleurs racialisés.

Villes africaines et travail dans un monde en changement

Kenneth Odera

Le monde du travail, les lieux de travail et les travailleuses et travailleurs feront vraisemblablement les frais des changements climatiques, à moins que les villes ne prennent des mesures proactives d'atténuation et d'adaptation. Toutefois, la majorité des villes africaines sont bien mal préparées pour faire face aux conséquences inévitables des changements climatiques, et les travailleurs et travailleuses et leurs syndicats sont encore plus mal préparés. Des initiatives mondiales visant à renforcer la participation au sein des syndicats présentent le constat suivant : croissance de la « participation » des travailleurs et travailleuses et des syndicats aux négociations internationales sur les changements climatiques, les emplois verts et l'économie verte; nombre accru de politiques syndicales comprenant des dispositions sur les changements climatiques; adoption de politiques à long terme centrées sur les possibilités découlant d'une transition vers une économie verte; capacité

accrue des travailleuses et travailleurs et des syndicats à reproduire ou à adapter dans leurs lieux de travail des études de cas sur l'environnement; et sensibilisation accrue des travailleuses et travailleurs et des syndicats au lien qui existe entre les questions environnementales et les questions relatives au travail. Ce constat est déconstruit en fonction des représentations, des expériences et des réalités propres au continent africain. La question essentielle est la suivante : Quelle place occupent les villes, les travailleuses et travailleurs, les lieux de travail et les syndicats d'Afrique au sein de l'énigme climatique mondiale? En essayant de répondre à cette question fondamentale, la présente étude offre une perspective nouvelle et bien ancrée dans le discours émergent sur le travail, le climat et les luttes sociales à l'échelle mondiale.

Les syndicats et les changements climatiques III – Droit environnemental, transition équitable et leadership syndical dans la lutte contre les changements climatiques

Animation : Larry Brown

Le samedi 30 novembre 2013

De 10 h à 11 h 30 – WW120

Droit environnemental du travail?

David Doorey

Compte tenu de la nomenclature du « travail dans un monde en réchauffement », il y a, ou il devrait y avoir, un chevauchement d'intérêts entre les sous-systèmes du droit environnemental et du droit du travail. Pourtant, ils évoluent principalement comme des systèmes distincts ayant leur propre champ d'étude. Le droit du travail est un domaine à la fois descriptif et normatif. La consolidation de son aspect normatif a longtemps reposé sur le besoin supposé de la loi de répondre à l'iniquité inhérente au pouvoir de négociation qui définit la relation d'emploi. Le droit environnemental, bien qu'il soit lui aussi descriptif, tire toutefois son autorité normative de notions autres que le pouvoir de négociation. Par conséquent, il est très rare qu'un dialogue prenne

place entre les juristes du droit du travail et ceux du droit environnemental. Ils occupent deux sous-systèmes distincts, parlent des langues différentes et sont inspirés par des problèmes sociaux et économiques différents. En effet, les intérêts des intervenants du sous-système du droit du travail (les travailleuses et travailleurs, les syndicats et les employeurs) peuvent entrer en conflit, comme cela a d'ailleurs souvent été le cas, avec les intérêts et les objectifs du sous-système environnemental. Néanmoins, de nombreux juristes du droit du travail ont proposé d'étendre le domaine du droit du travail afin d'y inclure toutes les activités de réglementation qui ont une incidence sur le marché du travail et sur les droits et les intérêts des travailleurs et travailleuses. Cette nouvelle définition met les lois et les politiques qui favorisent la création d'emplois verts, ou découragent les initiatives contraires, directement dans la mire du nouveau champ d'application étendu du droit du travail. Cette présentation entend jeter les bases de la théorie du droit environnemental du travail.

Les changements climatiques et les syndicats canadiens : le dilemme du monde du travail

Carla Lipsig-Mummé et Geoff Bickerton

En 2010, des syndicats, des universitaires du domaine des relations industrielles et des groupes environnementaux canadiens ont entrepris un programme de recherche quinquennal intitulé « Travailler dans un monde en réchauffement » pour déterminer de quelle manière le mouvement syndical pourrait jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le réchauffement planétaire. En mars 2010, au cours d'un atelier organisé par le Réseau mondial de recherches syndicales (GURN) et l'Organisation internationale du travail (OIT), nous avons énoncé le problème comme suit : Comment le mouvement syndical peut-il élargir et approfondir sa capacité à protéger le travail et les travailleurs et travailleuses des menaces hors du commun que posent les changements climatiques tout en contribuant à la lutte contre le réchauffement planétaire dans un contexte de pessimisme croissant des sciences du climat, de crise économique mondiale, de gouvernement national hostile et de paralysie stratégique dans la sphère politique à

l'échelle nationale et internationale?

Dans le présent document, Carla Lipsig-Mummé, chercheuse principale du programme « Travailler dans un monde en réchauffement », et Geoff Bickerton, directeur de recherche au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, examinent les difficultés et les dilemmes auxquels sont confrontés les dirigeantes et dirigeants syndicaux dans le climat politique actuel du Canada. Ils se penchent aussi sur le rôle inattendu que peut jouer la recherche dans la mise en place d'une mobilisation militante à l'échelle internationale en faveur de négociations de mesures favorables au ralentissement du réchauffement climatique. La première partie du document cerne les enjeux; la deuxième présente des exemples de ce qui fonctionne bien et de ce qui fonctionne moins bien, et la troisième demande ce qu'il nous reste à savoir.

La justice climatique dans les lieux de travail : analyse des cadres juridiques auxquels peuvent recourir les syndicats et les travailleurs et travailleuses dans la transition vers une économie à faible émission de carbone

Natalie MacDonnell

La présente étude constitue un important mémoire de recherche rédigé en vue de la maîtrise en études environnementales de l'université York jumelée à un doctorat en jurisprudence de la faculté de droit Osgoode Hall.

L'expression « justice climatique » a de nombreuses significations. Par exemple, elle représente un mouvement contre certains courants de pensée dominants en matière de changements climatiques qui ne s'intéressent pas aux injustices sur le plan de la répartition (tant au palier international que national) associées aux répercussions des changements climatiques et aux mesures d'atténuation et d'adaptation. La justice climatique peut aussi être définie tout simplement comme étant la lutte aux changements climatiques à l'aide de moyens juridiques. Au Canada, les mesures d'atténuation des changements climatiques sont insuffisantes pour faire face aux changements climatiques en temps opportun.

Les changements climatiques auront des répercussions sur la nature du travail, sur les

travailleurs et travailleuses et sur les lieux de travail. Grâce au militantisme syndical et à d'autres initiatives, les travailleurs et travailleuses peuvent avoir une incidence sur les stratégies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques de leurs employeurs et d'autres institutions. L'étude cherche à déterminer comment les mécanismes juridiques et politiques ont été utilisés et peuvent être utilisés pour « verdier » les méthodes du travail. Ces mécanismes comprennent, sans toutefois s'y limiter, les ententes-cadres de santé et de sécurité au travail et les conventions collectives. L'étude examine différents exemples à l'échelle nationale et internationale en vue de donner aux travailleurs et travailleuses et aux syndicats des orientations adaptées au contexte canadien. Elle se penche aussi sur les avantages et les défis liés à chacune de ces démarches.

Une transition juste vers une politique climatique: Fusion de la justice sociale et de la justice environnementale

Dimitris Stevis et Romain Felli

Au cours des vingt dernières années, divers syndicats mondiaux et nationaux ont proposé une « transition juste » à titre de stratégie nécessaire vers une politique climatique qui est non seulement durable sur les plans social et environnemental, mais aussi équitable. Bien que sympathique à cette stratégie, notre recherche nous a amené à comprendre que la transition juste fait l'objet d'un vif débat au sein des syndicats (et des groupes environnementaux) et peut mener à différentes interprétations, et par conséquent, à différentes stratégies. La présente étude vise à évaluer ces interprétations grâce à un cadre analytique qui fusionne la justice sociale et la justice environnementale. Sur le plan social, nous demandons si certaines structures de transition juste cherchent à affirmer, à réformer ou à transformer l'économie politique en visant une politique climatique. Sur le plan environnemental, nous cherchons à savoir si ces structures adoptent une approche fonctionnelle, environnementale ou écologique envers les changements climatiques. Sur le plan analytique, notre proposition vise à élargir les paramètres de la justice climatique à l'intention des syndicats et de leurs alliés tout en dépassant la

répartition des avantages et des inconvénients. Sur le plan politique, nous soumettons qu'une transition juste vers une politique climatique qui tient compte à la fois de la société et de la nature peut aider les syndicats et les environnementalistes à établir de meilleures stratégies et relations politiques entre eux. Sur le plan empirique, notre étude vient s'ajouter à la documentation toujours plus vaste sur l'écologisme syndical en prenant appui sur les points de vue d'organisations syndicales mondiales et de syndicats américains. Dans le cas des organisations syndicales mondiales, nous examinons et comparons le point de vue de la Confédération syndicale internationale, de l'ICEM/IndustriALL et de la Fédération internationale du transport, qui toutes trois revendiquent la mise en place d'une transition juste dans le cadre d'une politique climatique mondiale. Dans le cas des États-Unis, nous examinons et comparons le point de vue de la BlueGreen Alliance et celui de la FAT-COI, qui sont représentatifs de l'éventail d'opinions parmi les syndicats américains.

Les femmes et les changements climatiques I

Animation : Charles Campbell
Le samedi 30 novembre 2013
De 14 h 45 à 16 h – W126

Adaptation aux changements climatiques chez les femmes Chepang : la lumière cachée dans le noir

Jyoti Acharya

Les communautés indigènes marginalisées sur le plan socio-économique sont plus durement touchées par les changements climatiques, et les femmes de ces groupes le sont tout particulièrement. En raison de leur dépendance directe aux ressources naturelles pour l'eau et la nourriture, et de la rareté de ces ressources créée par les changements climatiques, les femmes sont les principales victimes des effets néfastes des changements climatiques.

La présente étude cherche à analyser et à comprendre comment les femmes de la

communauté Chepang – un des groupes indigènes hautement marginalisés – perçoivent les changements climatiques et s'y adaptent. L'étude utilise une méthode de recherche qualitative et une approche narrative. Elle prend appui sur une série d'entretiens approfondis, d'observations et de groupes de discussion. Nous utilisons des paradigmes de recherche interprétative pour analyser les données.

L'étude examine l'adaptation aux changements climatiques en se fondant sur des théories générales d'adaptation. Elle révèle que la majorité des femmes Chepang ignore les raisons scientifiques qui expliquent les changements climatiques. Ces femmes n'ont pas non plus toute l'information voulue sur les façons de s'adapter à ces changements. Elles adaptent plutôt, consciemment ou non, leur façon de travailler de manière à réduire les effets néfastes des changements climatiques. Leurs stratégies d'adaptation ont modifié leur vie.

En résumé, les femmes Chepang semblent s'être engagées sur la voie de la modernité en matière d'adaptation aux changements climatiques, bien qu'elles demeurent vulnérables, étant donné qu'elles doivent s'adapter aux changements climatiques sans détenir toute l'information sur les mesures d'adaptation convenables et durables.

Créer des possibilités pour les femmes dans le secteur de l'énergie renouvelable : résultats d'une étude menée en Inde

Bipasha Baruah

La présente étude cerne les possibilités et les contraintes auxquelles font face, en Inde, les femmes à faible revenu qui veulent trouver un emploi dans le secteur de l'énergie renouvelable, et plus particulièrement dans le domaine de l'énergie solaire et de la bioénergie. L'étude a été menée en collaboration avec The Energy and Resources Institute (TERI) et la Self-Employed Women's Association (SEWA). Alors que les recherches antérieures sur les femmes et l'énergie se sont surtout attardées au rôle des femmes à titre d'utilisatrices finales de la technologie, la présente étude vise à comprendre les possibilités qui s'offrent aux femmes dans des rôles d'entrepreneuriat, de

facilitation, de conception et d'innovation dans le secteur de l'énergie. Les conclusions révèlent que, malgré l'accès restreint des femmes aux technologies et aux emplois du secteur de l'énergie renouvelable en raison d'un pouvoir d'achat insuffisant et d'un faible statut social, la chaîne d'approvisionnement énergétique, à ses différents niveaux, offre un potentiel énorme de création de moyens de subsistance à l'intention des femmes. Des conclusions plus vastes indiquent que les femmes peuvent gagner du terrain dans le secteur de l'énergie uniquement s'il existe des politiques sociales progressistes, dont des interventions de l'État en vue de créer une solide infrastructure de bien-être social et de services publics de qualité accessibles à tous.

Initiatives pour l'inclusion des femmes dans les mesures gouvernementales sur les changements climatiques et le travail

Marjorie Griffin Cohen

La présentation s'attarde principalement à examiner les politiques publiques sur les initiatives d'emplois verts pour y déceler les modèles qui tiennent compte des questions hommes-femmes dans leurs directives politiques. La documentation sur le travail et les changements climatiques déplore abondamment le manque de considération à l'endroit des femmes dans les politiques publiques et les initiatives syndicales destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre. En clair, la portée de ces initiatives est limitée, mais certains projets en Europe et aux États-Unis s'intéressent particulièrement à la place faite aux femmes. La présentation examine la nature de ces projets et évalue leur capacité à modifier la dimension hommes-femmes des emplois considérés comme « verts ». Au moyen d'entrevues avec des directeurs de programmes, nous portons une attention particulière aux mesures qui ont bien ou moins bien fonctionné relativement à l'inclusion des femmes à des emplois décents. Il peut s'agir de mesures prises au moment du recrutement, de la nature et de la durée des programmes de formation, des liens établis entre la formation et le travail et, en bout de ligne, de la qualité des emplois en tant que tels. Tout au long de l'analyse, nous évaluons le concept

de ce qui, en ce moment, est considéré comme des « emplois verts » et nous tentons de voir s'il inclut ou non les femmes.

Justice hommes-femmes et justice climatique : établir l'engagement économique et politique des femmes à une époque de changements climatiques

Patricia E. (Ellie) Perkins

Les personnes vulnérables sur le plan socioéconomique, et les femmes en particulier, sont les plus durement touchées par les changements climatiques mondiaux (en raison de leurs rôles socioéconomiques sexués ou racialisés et, souvent, en raison de leur emplacement géographique). Elles semblent aussi être les moins bien outillées pour faire face aux répercussions des changements climatiques (en raison de leur faible position économique et politique). Les femmes, qui souvent ne sont pas rémunérées, ou sont sous-rémunérées, pour leur travail, jouent un rôle particulier en matière d'adaptation aux changements climatiques, étant donné que ce sont elles qui possèdent les connaissances relatives à l'eau et aux autres questions d'ordre écologique. L'éducation communautaire, la mobilisation et la création d'alliances avec les syndicats sont essentielles au partage et à l'utilisation de ces connaissances, grâce à la participation équitable et démocratique des gens marginalisés, en particulier les femmes.

Les ONG, les syndicats et d'autres organisations de la société civile, tant des pays du Sud que des pays du Nord, ont d'importantes compétences pour renforcer les capacités de résilience des collectivités face aux changements climatiques. Le présent document traite des initiatives et des modèles de militantisme communautaire prenant appui sur des questions d'environnement ou de changements climatiques, y compris auprès des travailleuses et travailleurs non syndiqués. Il examine les défis émergents et les potentialités qui lient les syndicats et la justice climatique. Enfin, il décrit la méthodologie et les résultats de deux projets internationaux, soit le projet Sister Watersheds, réalisé avec des partenaires brésiliens (2002-2008), et un autre portant sur l'adaptation aux changements

climatiques en Afrique, réalisé avec des partenaires du Mozambique, du Kenya et de l'Afrique du Sud (2010-2012). Le présent document examine également le Green Change Project mené dans le quartier Jane-Finch au nord-ouest de Toronto. Les initiatives locales réalisées par des organisations de la société civile peuvent régler de manière efficace les difficultés relatives à l'équité hommes-femmes en misant sur les connaissances, les intérêts et l'engagement des femmes relativement aux questions d'eau et de changements climatiques et en s'attardant aux quartiers à faible revenu où les emplois rémunérés sont rares.

Formation écologique

Animation : Steve Shallhorn
Le samedi 30 novembre 2013
De 14 h 45 à 16 h – WW119

Attention au fossé : rapprocher les politiques et les compétences tout en créant une économie verte. Des leçons venues d'ailleurs

Coralie Breen

Étant donné le caractère urgent des changements climatiques, la vitesse et l'ampleur de la transition structurelle vers une économie à faible intensité de carbone, il existe un besoin criant en matière de recherche pour accélérer la diffusion de l'apprentissage dans le domaine de l'emploi et de la planification de la main-d'œuvre. Malgré l'intensification des efforts déployés pour harmoniser le perfectionnement et la planification de la main-d'œuvre à la mise en place de politiques vertes, nous constatons néanmoins des écarts de cohérence.

La transition vers des économies durables comporte d'importants virages en matière d'emplois, dont l'application et l'utilisation de compétences et de pratiques en milieu de travail. De nouveaux emplois apparaissent et ceux existants sont transformés en emplois verts à un rythme accéléré (Globe Foundation, 2010 a; ILO, 2011, p. 4; 2012). Maintenir un équilibre dans l'emploi, alors que les prévisions de changements climatiques et les innovations

technologiques évoluent rapidement, est un défi croissant pour ce qui est de la planification et des politiques relatives à la main-d'œuvre. Le rythme auquel les changements se produisent constitue aussi un problème qui doit être mieux compris si l'on veut que les gouvernements fassent preuve de leadership, s'adaptent plus rapidement et continuent d'offrir aux citoyennes et citoyens des niveaux élevés de service, tout en maintenant des économies fortes. Les gouvernements qui comprennent l'état de la situation auront une longueur d'avance en ce qui a trait aux mesures d'atténuation et d'adaptation (OCDE, 2012 a, b).

Mais que faut-il faire pour relever ce défi? La présente étude pose la question et cherche à déterminer comment le perfectionnement et la planification de la main-d'œuvre peuvent servir à améliorer les perspectives d'emploi et à réduire les perturbations qui touchent le marché du travail à mesure que la planète subit des bouleversements causés par les changements climatiques. L'étude entreprend une analyse comparative détaillée entre l'Australie et le Canada, en mettant l'accent sur le secteur des technologies propres, et examine aussi l'expérience d'autres pays fortement industrialisés, dont le Danemark, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. L'analyse tente de voir comment les gouvernements ayant mis en place des interventions avancées et exhaustives en matière de changements climatiques ont harmonisé leurs politiques de travail et celles de planification et de perfectionnement de la main-d'œuvre avec leurs politiques écologiques, y compris des investissements dans les programmes. L'étude se penche aussi sur les résultats d'une étude d'Environnement Canada (mars 2013) réalisée à l'étranger à partir du Workplace Research Centre, School of Economics and Business, de l'université de Sydney dans le cadre d'une bourse d'études (*Endeavour Fellow*) obtenue en 2012. La recherche doctorale en cours sera passée en revue durant la présentation. Des recommandations préliminaires seront ensuite formulées sur la façon dont les politiques du travail et les mesures de planification et de perfectionnement de la main-d'œuvre peuvent être ciblées et intégrées dans le vaste cadre stratégique d'une politique « verte ».

Acquisition de compétences pour une économie verte

Karen Charnow Lior

Dans cette présentation, les organismes suivants – la coopérative de travail *BIG on Green*, la *Toronto Regional Conservation Authority* et le Groupe Innovation Marché du Travail – attirent l'attention sur les modalités uniques des programmes de formation décrits dans le document intitulé *Tending Green Shoots: Green Skills Building Programs in the Greater Toronto Area*.

Premier exemple : le groupe Green Change. Green Change est formé d'organismes locaux du quartier Jane-Finch et bénéficie de l'appui de syndicats, d'universités et de commerces locaux. Il organise des ateliers et des activités communautaires liés au renforcement de la durabilité et des capacités. Il encourage également les efforts de revitalisation communautaire du quartier Jane-Finch en décelant les citoyennes et citoyens qui s'intéressent à l'environnement et en misant sur leurs compétences actuelles pour créer des possibilités de travail vert.

Deuxième exemple : la *Toronto Regional Conservation Authority* (TRCA). En partenariat avec des collèges locaux et des organismes à but non lucratif, la TRCA offre des activités de formation et d'éducation. L'organisme offre notamment un programme d'insertion professionnelle (PAIE) qui est un programme de formation complémentaire appuyé par le gouvernement de l'Ontario. Ce programme donne accès à des possibilités de stages professionnels dans le secteur de l'environnement à l'intention des ingénieurs et des géoscientifiques formés à l'étranger.

Le Groupe Innovation Marché du Travail réalise des études multisectorielles, diffuse de l'information et réunit un large éventail d'intervenants pour discuter des tendances, des lacunes et des possibilités en matière de perfectionnement de la main-d'œuvre dans la ville de Toronto. Mis sur pied en 2010, le Groupe Innovation Marché du Travail, en collaboration avec d'autres conseils de planification de la main-d'œuvre de la région du Centre de l'Ontario, publie des rapports sur les répercussions de la *Loi sur l'énergie verte* de l'Ontario sur la création d'emplois et l'acquisition de compétences.

Changements climatiques, compétences et travail: vers un nouveau cadre de résilience et d'équité

Sarah L. White

Prenant appui sur l'étude intitulée *Greener Reality: Jobs, Skills, and Equity in a Cleaner US Economy* (Sarah White en collaboration avec Laura Dresser et Joel Rogers, 2012), la présentation examine de manière plus détaillée notre stratégie de création d'une économie plus verte et plus vigoureuse à une époque de grande incertitude – tant sur le plan politique, que du marché de l'emploi et du dérèglement climatique. Les deux grands défis du 21^e siècle – les changements climatiques et les inégalités – exigent une réponse qui transcende les stratégies habituelles de valorisation du capital humain. En effet, dans un monde en réchauffement, il se peut que les compétences requises soient autant politiques que techniques, du moins aux États-Unis où une solide riposte aux changements climatiques requiert la transformation de structures fondamentales de gouvernance, de pouvoir et d'organisation socio-économique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du milieu du travail.

La présentation affirme que la résilience économique et climatique exige un engagement sur trois fronts décisifs à la fois : a) renforcer les institutions ouvrières, et ce, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats traditionnels; b) appuyer la démocratisation — des collectivités, des lieux de travail, du régime politique dans son ensemble – et recréer une culture d'engagement public et de biens publics; c) réduire le coût (et non le niveau) de vie en créant des collectivités plus propres et plus abordables, en particulier là où la majorité des travailleurs et travailleuses sont confrontés à une stagnation et à une diminution de leur salaire réel. En plus de présenter ce cadre stratégique, la présentation donne des exemples de situation sur le terrain et en milieu de travail, depuis la production décentralisée d'énergie renouvelable au succès incroyable de mobilisation et d'avancement de travailleurs et travailleuses à faible revenu grâce à des partenariats syndicaux-patronaux dans un secteur peu reconnu pour être vert : les soins de santé.

Écologiser le travail dans le milieu de la santé

Animation : Deborah Bourque
Le samedi 30 novembre 2013
De 14 h 45 à 16 h - WW120

Le pouvoir des syndicats dans l'écologisation du milieu de la santé

Lou Black

Le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) représente la majorité des travailleurs et travailleuses de la santé de la Colombie-Britannique affectés à une grande variété d'emplois – des soins de première ligne au travail en laboratoire en passant par l'entretien ménager. Déjà le SEH fait campagne au palier provincial pour tenter d'influencer les politiques gouvernementales sur les grands enjeux environnementaux, fait partie de comités plurisyndicaux sur l'environnement, participe à des activités communautaires et prend part à des manifestations. Nos membres sont très au courant des déchets et de la dégradation de l'environnement causés par la prestation de soins de santé, et ils sont en mesure de proposer des solutions de rechange plus écologiques. Le SEH tente de déterminer de quelle manière il pourrait le mieux appuyer le militantisme écologique de ses membres en vue de transformer leurs lieux de travail.

Nous posons différentes questions, par exemple : Quelles sont les solutions les plus efficaces pour réduire les émissions de carbone? Comment maintenir une perspective de justice sociale dans notre militantisme écologique? Les projets pilotes syndicaux-patronaux permettent-ils de mieux utiliser nos ressources? Quelle campagne syndicale ou communautaire de grande envergure devrait-on envisager? Les tensions qui existent entre les différents objectifs d'un syndicat font surface. Lorsque nous définissons les emplois verts, par exemple, visons-nous seulement la création de nouveaux emplois, un objectif qui profiterait directement à nos membres, ou ne devrions-nous pas plutôt nous attarder à verdir les emplois existants? En ce moment, l'opinion dans le mouvement syndical au sujet des emplois verts met l'accent sur les métiers de la construction,

l'extraction des ressources et le secteur des énergies renouvelables, tous des secteurs à forte prédominance masculine. Comment faire dans le secteur de la santé et dans d'autres secteurs de service pour obtenir des appuis aux efforts que nous consacrons à verdir nos emplois?

La présentation examinera ces questions, les tensions en cause et la place centrale qu'occupent les membres et décrira comment le syndicat s'y prend pour choisir ses stratégies destinées à verdir le travail lié aux soins de santé.

Renforcer la capacité des travailleurs et travailleuses de la santé à devenir des chefs de file engagés au travail et en dehors du travail

Meredith Jane Hunt

Les changements climatiques planétaires et d'autres problèmes environnementaux exigent de plus en plus que nous modifions nos façons de vivre et de travailler. Il ne s'agit pas simplement d'utiliser des technologies durables ou d'accroître notre taux de recyclage, mais plutôt d'examiner notre système de valeurs et notre relation à la Terre et aux autres. Cette remise en question a des répercussions majeures sur le lieu de travail puisqu'elle nous oblige à non seulement miser sur la création d'infrastructures vertes, mais aussi à créer un milieu de travail où le leadership, l'efficacité personnelle, la collaboration et la créativité occupent une place de premier choix. Dans ces conditions, les travailleurs et travailleuses sont en mesure d'apporter une valeur ajoutée et les compétences nécessaires à la création d'un lieu de travail durable. David Gershon, de l'Empowerment Institute, résume le mieux la situation :

« La personne qui grandit et qui atteint des objectifs qui lui sont importants bénéficie à la collectivité. En même temps, l'organisation lui sert de ressource à l'atteinte de ces objectifs. Cette réciprocité renforce à la fois l'engagement de la personne et celle de l'organisation en permettant une meilleure durabilité pour la mise œuvre de changements à long terme... »

Le programme « Green+Leaders » des autorités sanitaires du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, vise à combiner la bonne gestion de

l'environnement à l'engagement constructif du personnel. Grâce à une approche structurée, les travailleurs et travailleuses mènent des campagnes visant à modifier les comportements de manière à favoriser la durabilité dans les lieux de travail tout en développant leur propre capacité d'innovation et de leadership. Notre présentation transmettra les leçons tirées du programme et expliquera comment ce modèle peut aider les organisations à créer une main-d'œuvre engagée et à améliorer l'état de la planète.

Corriger la faible efficacité dans les services médicaux d'urgence de haute performance

Dave Wakely

Les organisations de soins de santé qui tentent d'en faire plus avec moins risquent de sacrifier la durabilité. Dans le cas des services paramédicaux de Peel, la conversion au « modèle de services médicaux d'urgence de haute performance » a fait augmenter le nombre d'ambulances et de véhicules d'urgence immobilisés à des coins de rue et dont le moteur tourne au ralenti des heures de temps. La section locale 277 du SEFPO a soulevé la question des émissions de carbone auprès de la direction qui a estimé que le problème n'était pas prioritaire. Notre présentation décrira comment le syndicat des travailleuses et travailleurs paramédicaux de la région de Peel a servi de catalyseur pour verdir le travail fait par ses membres. En ciblant ses efforts de lobbying sur des élus qui étaient déjà des défenseurs de l'écologisation du gouvernement, la section locale a réussi à modifier la perspective de la direction sur la question. L'intervention du syndicat a permis l'installation d'un appareil contre la marche au ralenti dans la centaine de véhicules relevant des services paramédicaux de Peel, ce qui a permis une réduction de notre consommation de combustibles fossiles. La présentation comprendra aussi une discussion sur la façon de traiter avec les membres de la base mécontents des mesures écologiques et de gérer les interventions technologiques. La présentation examinera également les choix écologiques faits par la direction après l'intervention initiale du syndicat.

Écologisation de l'environnement bâti II - Perspectives internationales

Animation : Jim Sinclair

Le samedi 30 novembre 2013

De 16 h 15 à 17 h 30 – WW126

Formation relative au changement climatique : Expérience européenne de la formation écologique et ses répercussions sur l'industrie canadienne de la construction

John Calvert

Cette présentation se penche sur les mesures prises par le mouvement syndical en Europe en matière de réchauffement de la planète et, plus particulièrement, sur le rôle des métiers de la construction dans trois pays : l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Danemark. En Europe, l'environnement bâti représente plus de 35 % de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. La réduction de son empreinte écologique est essentielle pour s'attaquer au réchauffement de la planète. La présentation passe en revue la politique climatique d'ensemble de l'Union européenne, puis examine les politiques des gouvernements de ces trois pays en matière d'écologisation de l'environnement bâti. Elle se penche ensuite sur certaines des initiatives particulières que les syndicats des métiers de la construction ont amorcées pour faire avancer la transition vers une économie plus écologique. La présentation analyse les mesures prévues dans les politiques syndicales, certaines activités syndicales particulières et le rôle direct qu'ont les syndicats des métiers de la construction dans l'élaboration du processus de réorganisation de leur secteur respectif pour s'attaquer au réchauffement de la planète.

La capacité des syndicats à jouer un rôle constructif en matière de protection de l'environnement dépend du cadre stratégique plus large établi par les gouvernements et de leur influence dans leur propre industrie. Lorsque le taux de syndicalisation est élevé et que les syndicats jouent un rôle de premier plan dans la formation et le développement de la main-d'œuvre, comme c'est le cas au Danemark et en Allemagne, ils peuvent influencer sur les politiques environnementales de l'industrie. Toutefois, là où

les syndicats sont faibles et n'ont pratiquement aucun droit de parole en matière de formation et de développement de la main-d'œuvre, comme au Royaume-Uni, ils ont très peu d'influence sur l'écologisation du secteur de la construction. Le rôle du mouvement syndical n'est qu'un facteur parmi d'autres pouvant contribuer au succès des politiques climatiques. Toutefois, la présence ou l'absence de participation syndicale fait une différence dans la capacité des pays à effectuer une transition vers une économie et une société plus vertes.

Le rôle du mouvement syndical dans la construction à faible consommation énergétique : Comprendre la différence entre l'intention du design et sa performance

Colin Patrick Gleeson et Linda Clarke

L'écart entre le design énergétique et la performance de l'enveloppe des bâtiments est bien documenté, selon l'évaluation des exigences spécifiées dans les devis de construction. Pour ce faire, des essais effectués par des spécialistes sont nécessaires en vue d'évaluer les caractéristiques thermiques des bâtiments finis pour les comparer aux paramètres initiaux de perte de chaleur, un aspect du rendement des matériaux et de la perméabilité à l'air. La présentation soutient que l'une des principales raisons expliquant l'écart de performance a trait au processus d'installation, notamment l'état du chantier et les connaissances, compétences et qualifications de la main-d'œuvre. Pour réduire l'écart et améliorer les connaissances thermiques, il faut offrir de la formation et de l'éducation professionnelles relativement aux processus de design et de production, aux conditions d'emploi et de travail et aux stipulations contractuelles sur les chantiers. Une analyse du secteur de la construction au Royaume-Uni révèle l'existence d'une industrie multicouche assortie de différents types de travaux et différents niveaux de formation et d'éducation professionnelles, et ce, souvent pour essentiellement les mêmes domaines professionnels. De plus, ce secteur présente des recoupements marqués entre les différents métiers, et un certain nombre de travaux dans la construction de l'enveloppe ne comportent aucune exigence formelle en matière de formation et d'éducation

professionnelles. Parallèlement, la main-d'œuvre est souvent occasionnelle ou indépendante et le réseau de sous-traitance très vaste. Cette présentation se penche sur la relation entre la formation et l'éducation professionnelles, les conditions de travail et l'atteinte de cibles de construction à faible teneur en carbone. De plus, elle souligne que pour améliorer la performance énergétique, il faut mettre en place un système plus complet et des équipes de construction intégrées à emploi direct.

Construction verte : Compétences pour une économie de l'innovation

Robert Luke

Le centre de construction écologique du collège George Brown offre aux étudiants et aux partenaires de l'industrie une nouvelle proposition de valeur qui favorise l'expansion continue du marché canadien de la construction verte et intelligente. Les étudiants apprennent comment l'arrivée de nouvelles méthodes de construction écologique peut changer les façons de faire. L'industrie, quant à elle, obtient l'accès à divers services, comme le développement des entreprises, la gestion de la propriété intellectuelle, la création d'entreprises et le développement et l'évaluation des produits. Le centre de construction écologique favorise la création de partenariats de recherche appliquée entre l'industrie et le milieu universitaire, et offre aux étudiants une formation sur les méthodes de construction avancées, l'énergie verte et les bâtiments à haut rendement énergétique gérés par ordinateur. Le centre veille à ce que les diplômés qui entrent sur le marché du travail puissent promouvoir l'adoption par le secteur de la construction de nouvelles démarches, méthodes, normes et technologies.

Cette présentation décrit le centre de construction écologique et explique comment il rehausse la capacité de l'industrie à innover tout en assurant la formation de personnes hautement qualifiées et compétentes, qui connaissent non seulement les techniques de construction écologique, mais sont aussi en mesure d'innover. De plus, dans le cadre de nos efforts au chapitre de la durabilité, nous avons récemment effectué une vérification de tous

les programmes offerts par le collège pour veiller à ce que tous les étudiants qui terminent l'un de nos programmes aient les compétences essentielles en matière de durabilité en ce qui a trait à la profession ou à la carrière qu'ils ont choisie. Ainsi, les personnes qui réussissent l'apprentissage d'un métier spécialisé ou tout autre programme offert par le collège possèdent des compétences et des connaissances en matière d'économie verte.

Justice climatique et exclusion sociale

Animation : Ann Kim

Le samedi 30 novembre 2013

De 16 h 15 à 17 h 30 – WW119

Concilier la pauvreté dans les zones urbaines et le changement climatique : La cause de l'alliance mondiale des récupérateurs de déchets

Rhonda Douglas

Dans la plupart des villes des pays du Sud, les déchets sont ramassés, triés et récupérés par le secteur informel de la récupération. Ce secteur important fait partie d'une chaîne de récupération exigeant beaucoup de main-d'œuvre, et qui fournit 24 millions d'emplois à l'échelle mondiale (OIT : 2013). Les récupérateurs de déchets sont des travailleurs invisibles, qui se trouvent au bas de la pyramide de la récupération. Ils gagnent leur vie grâce à la récupération et au recyclage, et contribuent ainsi à réduire la demande de ressources naturelles, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre. Malgré ses répercussions positives sur l'environnement, la récupération des déchets n'est pas reconnue comme un métier. Par conséquent, les récupérateurs de déchets luttent depuis près d'un siècle pour obtenir de meilleures conditions de travail. La présentation se penche sur l'effet catalyseur qu'a eu le changement climatique sur le rôle des récupérateurs de déchets qui luttent en première ligne contre le réchauffement de la planète. Des organisations transnationales de récupérateurs de déchets se sont formées et travaillent en collaboration avec les environnementalistes en vue d'obtenir reconnaissance et de se faire entendre dans le débat

sur les changements climatiques. Une coalition de syndicalistes et d'environnementalistes provenant de deux réseaux internationaux (GAIA - WIEGO) a appuyé la formation de l'alliance mondiale des récupérateurs de déchets. La présentation prend appui sur une méthode d'étude de cas centrée sur le processus d'engagement stratégique et sur les interventions de cette alliance lors de cinq conférences de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques. La présentation explique en détails comment cette coalition innovatrice a réussi à faire inscrire la lutte des récupérateurs informels de déchets au programme du mouvement pour la justice climatique, ainsi qu'à faire reconnaître le rôle important de ces travailleurs informels à l'échelle internationale.

Transition vers des emplois verts favorisant l'intégration : Équité en matière d'emploi et économie verte

Cheryl Teelucksingh

À Toronto, nous vivons en ce moment une période de changements vers l'économie verte émergente. Cette transition nous amène à nous demander si la nouvelle structure économique reproduira tout simplement les mêmes obstacles structurels à surmonter par différents segments de la population, ou si elle offrira de nouvelles avenues pour assurer la mise en place d'une économie verte équitable (Mae Burrows, 2001). La question est de savoir si les facteurs importants que sont l'équité et l'inclusion sociales prévaudront dans cette transition. La présentation, qui traite surtout du rôle des politiques dans la transition vers une économie verte inclusive, examine l'importance d'appliquer un cadre d'équité en matière d'emploi à la structure économique verte émergente en Ontario et, plus précisément, à Toronto. La présentation se penche d'abord sur la réorganisation néolibérale de l'économie comme fil conducteur entre la pauvreté racialisée et le désengagement dans les collectivités marginalisées de Toronto, puis sur les difficultés entourant la durabilité associées au développement urbain incontrôlé, aux niveaux élevés de pollution, et à la nécessité d'examiner d'autres sources d'énergie. Les leçons tirées de décennies de politiques d'équité en matière d'emploi, tant à l'échelle provinciale

que fédérale, seront évaluées à la lumière de la situation privilégiée actuelle dont bénéficie l'élite intervenante dans la mise en application de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte* de l'Ontario.

Mouvement syndical et écologisation des services hôteliers : Amélioration des normes ou éco-blanchiment syndical?

Steven Tufts et Simon Milne

Au cours des dernières années, un certain nombre d'initiatives syndicales stratégiques ont été mises en place dans le secteur des services hôteliers en vue d'utiliser les préférences de la clientèle contre les employeurs. Certains programmes cotent les hôtels en fonction de mesures écologiquement et socialement responsables et de pratiques favorables aux travailleurs. D'autres initiatives plus audacieuses ont tenté d'établir un lien entre les conditions de travail dans les services hôteliers et la durabilité du système alimentaire mondial. Ces campagnes ont été lancées en réponse à ce qui est perçu comme un éco-blanchiment des services hôteliers au moyen de systèmes de classement volontaires ou établis en fonction du principe de l'auto-déclaration et de politiques inadéquates en matière de sources de nourriture. La présentation se penche sur les campagnes syndicales qui recommandent des hôtels en fonction de critères sociaux et environnementaux et tente d'établir un lien entre les questions de sécurité alimentaire et la production dans le secteur des services alimentaires. La présentation passe en revue les programmes Fair Hotels (Irlande) et First Star (Australie), ainsi que la campagne Real Food Real Jobs d'UNITEHERE (États-Unis et Canada). Ces nouvelles campagnes ont des orientations différentes, mais elles éprouvent toutes des difficultés dans l'atteinte de leurs objectifs stratégiques. Des questions se posent quant à l'étendue géographique des campagnes et à leur capacité à promouvoir un secteur des services hôteliers plus durable sur le plan écologique et social.

Écrire et publier : Atelier pour les universitaires

Animation : Carla Lipsig-Mummé, Patricia E. (Ellie) Perkins et Elizabeth Perry
Le samedi 30 novembre 2013
De 16 h 15 à 17 h 30 - WW120

Énergie II : Regards critiques sur les énergies renouvelables – Scènes du Canada et d'ailleurs

Animation : Warren Mabee et Kean Birch
Le dimanche 1^{er} décembre 2013
De 9 h 15 à 10 h 45 - WW119

Les changements climatiques et le secteur forestier du centre sud de la Colombie-Britannique : épidémies d'insectes, nouvelles technologies en matière de bioénergie et emploi

Sinead Earley

Les administrations locales, les réseaux communautaires et les conseils de syndicats peuvent influencer les stratégies sur les changements climatiques au palier régional. La présentation examine de près les changements récents survenus dans le secteur forestier du district de Kamloops au centre sud de l'intérieur de la Colombie-Britannique. Elle se penche plus particulièrement sur les technologies d'énergies renouvelables émergentes et les relations du travail changeantes, ainsi que la réaction et la participation de la population à l'atténuation des changements climatiques. La présentation considère la plus récente et grave épidémie de *Dendroctonus ponderosae* (dendroctone du pin argenté) dans le district forestier comme étant un événement climatique extrême, événement qui a occasionné des changements soudains dans la gestion des forêts. Ces changements ont à leur tour eu d'importantes répercussions sur les employés du secteur forestier. L'épidémie a surtout mené à une quantité importante de bois provenant de ces « perturbations » dans nos forêts. Il s'agit d'arbres morts ou en voie de mourir qui ont été désignés

comme une source importante de carburants dérivés de matières biologiques. L'épidémie, jumelée aux incendies de forêt survenus dans la province au cours des dix dernières années, a réduit considérablement l'absorption du carbone par les peuplements forestiers, transformant ainsi la forêt en source de carbone plutôt qu'en puits de carbone. La présentation utilise la méthode narrative et donne de l'information sur le dendroctone et ses répercussions au moyen de récits d'intervenants locaux. Des entrevues semi-structurées effectuées dans la région fournissent les données empiriques à l'appui de la présentation, mais sont aussi préconisées comme méthode d'information du public et de sensibilisation au changement climatique. Des méthodologies qualitatives dans le domaine de la science sociale sur le changement climatique sont abordées en plus des questions susmentionnées relatives au secteur forestier.

Énergie et mouvement syndical au Canada

Jim Quail

L'économie et l'écologie de l'énergie, et la relation entre les deux, posent certains des plus graves dilemmes de notre époque. Les syndicats du secteur de l'énergie ont leurs propres défis complexes à surmonter. Comme les autres intervenants du secteur, ils doivent souvent trouver une solution aux vives tensions qui existent entre les objectifs et stratégies à long terme et les contraintes découlant d'impératifs plus immédiats. S'ils ne répondent qu'aux besoins à court terme, en exploitant au maximum les emplois et revenus de la semaine en cours, ils risquent de s'engager sur une voie qui, à plus long terme, sera hautement autodestructrice – un microcosme de la crise généralisée qui frappe la politique énergétique. Les besoins à court terme ne disparaîtront pas. Toutefois, il est crucial que les syndicats conservent une vision stratégique à long terme claire et forment de vastes alliances pour lutter contre les razzias auxquelles se livrent les entreprises et les gouvernements. Ils doivent aussi veiller à ce que l'économie verte émergente soit démocratique dans ses relations industrielles et équitable dans ses répercussions sociales, et à ce que la transformation économique ne serve pas de prétexte pour se débarrasser des syndicats

du secteur de l'énergie ou privatiser la commune énergétique.

Faire de la démocratie énergétique un enjeu majeur de la lutte syndicale contre les changements climatiques et renforcer le pouvoir des travailleurs et travailleuses

Sean Sweeney et Lara Skinner

La propriété publique des ressources énergétiques, leur contrôle démocratique et les choix en matière d'énergie doivent devenir une revendication syndicale incontournable, qui doit être défendue avec vigueur tant par les syndicats du secteur de l'énergie que par ceux des autres secteurs. La privatisation et la libéralisation se sont avérées un échec, et elles sont impopulaires partout dans le monde. La hausse prévue des émissions provenant des combustibles fossiles constitue un dossier urgent d'envergure planétaire, car selon l'Agence internationale de l'énergie, d'ici la fin du siècle, la température risque d'augmenter de six degrés Celsius, ce qui aura des effets désastreux. Le marché et la réglementation en cours n'ont pas réussi à juguler la hausse de l'utilisation des combustibles fossiles ni à porter les énergies renouvelables aux niveaux exigés pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre établis par le milieu scientifique. Encore aujourd'hui, 1,5 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. Les syndicats ont la capacité de remettre le dossier énergétique entre les mains du secteur public en se joignant aux autres mouvements sociaux pour mettre en place un système qui s'appuie sur les énergies renouvelables et qui tient compte des choix de la collectivité et du contrôle public, et pour qui la réduction des émissions de gaz à effet de serre constitue un bien public. Le récent lancement de l'Initiative syndicale pour la démocratie énergétique (Trade Unions for Energy Democracy – TUED) illustre à quel point cette perspective est en train d'obtenir l'appui des syndicats partout dans le monde.

Emplois verts et énergies renouvelables : retombées d'un développement économique fondé sur les énergies renouvelables en Ontario et en Europe

Mark Winfield

La *Loi sur l'énergie verte et l'économie verte*, adoptée en 2009 par l'Ontario, vise l'atteinte d'un certain nombre d'objectifs politiques. Ces objectifs comprennent, entre autres, une mise en exploitation immédiate des énergies renouvelables de la province, en partie pour soutenir l'arrêt graduel de la production d'électricité par les centrales au charbon. De plus, compte tenu du déclin constant du secteur manufacturier de la province, qui s'est accéléré à la suite de la crise financière de 2008, la *Loi* vise à encourager et à faciliter le développement d'un secteur concurrentiel de conception, de fabrication, d'installation et de maintenance d'une technologie fondée sur les énergies renouvelables. Le gouvernement de l'Ontario réitère constamment son objectif de créer 50 000 emplois dans le secteur des énergies renouvelables, et il affirme que, grâce à sa loi de 2009, 20 000 emplois ont été créés dans ce secteur.

Les effets réels de la *Loi sur l'énergie verte et l'économie verte* sur la création d'emplois et le développement économique sont l'objet de nombreux débats. L'auteur se penche sur les principaux points de désaccord et de litige quant aux retombées économiques de cette loi, plus précisément les retombées économiques du programme de Tarifs de rachat garantis (TRG). L'auteur situe ces débats, qui ont cours en Ontario, dans un contexte de comparaison élargi. Et il emploie un cadre d'analyse du discours pour établir l'issue de discussions semblables tenues par d'autres pays industrialisés ayant mis en œuvre, à grande échelle, des programmes de développement des énergies renouvelables. À cette fin, les principaux pays étudiés ont été l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, le Royaume-Uni ainsi que certains États des États-Unis. Enfin, l'auteur expose les conséquences de la *Loi* sur les décisions politiques que l'Ontario doit prendre au sujet de son programme TRG et de ses vastes programmes de production d'électricité et de conservation d'énergie. L'auteur traite aussi des recherches qu'il mène grâce à une bourse reçue de l'organisme « La Prospérité durable » de l'Université d'Ottawa.

Femmes et changements climatiques II

Animation : Coralie Breen

Le dimanche 1^{er} décembre 2013

De 9 h 15 à 10 h 45 – WW120

Création d'emplois verts et leur répartition selon le sexe

Joan McFarland

Les gens sont nombreux à craindre que la prise de mesures pour lutter contre les changements climatiques nuise à l'emploi. D'autres, dont l'alliance Bleu Vert Canada, dissipent ces craintes en soulignant le potentiel de création d'emplois verts susceptibles de remplacer les emplois perdus dans le secteur des combustibles fossiles et des autres secteurs qui émettent des gaz à effet de serre. Jusqu'à présent toutefois, les retombées de la création d'emplois verts ont fait l'objet de peu de recherche et d'analyse comparative selon le sexe, et ce, malgré les mises en garde lancées par certains selon qui « les emplois verts sont presque tous occupés par des hommes, surtout dans le secteur des énergies de substitution ». Dans le cadre de ma recherche, je tente de déterminer quels éléments sont nécessaires pour combler le vide qui existe dans le domaine de l'analyse comparative selon le sexe. J'examine les analyses générales portant sur la création d'emplois verts, puis je présente les données probantes recueillies sur la répartition des emplois verts selon le sexe. Ces données probantes viennent surtout du Nouveau-Brunswick, mais une des études de cas porte sur la Nouvelle-Écosse. Ma recherche vise d'abord les différentes études menées sur la création d'emplois verts. Malheureusement, aucune d'elles ne traite de la répartition des emplois verts selon le sexe. Certaines dressent toutefois une liste des types d'emplois que des initiatives à portée écologique permettraient de créer. Grâce à l'analyse de ces listes et à la répartition des emplois selon le sexe au Nouveau-Brunswick, et grâce aussi aux données tirées du recensement de 2006, il a été possible d'illustrer la répartition, selon le sexe, des emplois verts qui ont été créés. Par la suite, je présente deux études de cas sur des initiatives à portée écologique : l'une au Nouveau-Brunswick, et l'autre, en Nouvelle-Écosse. La première porte sur

la société d'État Efficacité NB, qui fait la promotion de mesures d'efficacité énergétique. L'atteinte de l'efficacité énergétique demeure l'objectif premier d'Efficacité NB, mais la société d'État mise en même temps sur la création d'emplois verts. La deuxième étude de cas porte sur Daewoo, une usine qui a ouvert ses portes en 2010 et qui appartient en partie au gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Cette usine fabrique des pièces de turbines destinées à la production d'énergie verte. Du point de vue du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, la création d'emplois, en particulier des emplois verts, est l'objectif premier de cette initiative. Pour ces deux études de cas, je tente de cerner les effets de la création d'emplois verts sur l'embauche selon le sexe.

Les données statistiques et les études de cas montrent que les emplois verts occupés par les femmes sont presque tous des emplois non traditionnels. Par conséquent, je m'intéresse à la question des femmes qui occupent un tel emploi. L'analyse porte sur les femmes qui suivent un programme d'apprentissage et sur celles qui occupent un emploi non traditionnel, ainsi que sur leur expérience en milieu de travail. Enfin, la dernière partie de ma recherche traite de la portée éventuelle de mes résultats sur l'élaboration de politiques. Si les femmes sont très peu représentées dans les emplois verts qui sont créés pour atténuer les changements climatiques, existe-t-il des moyens de renverser la vapeur? Les initiatives en matière de création d'emplois verts pourraient-elles permettre une répartition plus égalitaire des emplois entre les hommes et les femmes? À la lumière des résultats, je soumetts à la discussion certains choix de politiques sur l'équité en matière d'emploi et de formation.

La signification des concepts divergents sur les initiatives en matière d'emplois et de politiques publiques dans une économie verte : Une perspective établie selon le sexe

Greg O'Brien et Marjorie Griffin Cohen

Le débat sur les emplois verts porte principalement sur les types d'emplois précis qui contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre. En matière de politiques publiques, les solutions courantes, lorsqu'elles existent, consistent à offrir

de la formation touchant les emplois axés sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre des industries les plus polluantes et à fournir d'autres formes d'aide gouvernementale pour développer ces secteurs (p. ex. énergie, construction, transport). Ces solutions continuent de dominer le débat sur les emplois verts. Cependant, on remarque une tendance de plus en plus marquée à vouloir élargir la notion d'« emploi vert » afin qu'un nombre accru de types d'emplois soient visés par les initiatives en matière de politiques publiques. On parle alors d'écologisation des emplois existants.

Cette tendance s'inscrit dans un concept encore plus vaste, soit celui d'économie verte. Ce concept s'applique à revoir les idées traditionnelles sur la structure de l'économie et son orientation axée essentiellement sur la croissance. Dans son rapport intitulé *Green Economy Initiative 2011*, le Programme des Nations Unies pour l'environnement va même jusqu'à affirmer que « [traduction] le paradigme économique dominant suscite la désillusion », et donne l'impression que la crise économique et la crise écologique peuvent être surmontées par la mise en place d'une économie verte.

En matière d'emplois verts, les concepts dominants se distinguent par une forte exclusion. Par conséquent, l'élaboration de politiques publiques touchant les changements climatiques nécessite la mise en place d'initiatives favorisant l'embauche des femmes, et une telle démarche exige d'aborder les paradigmes économiques sous un autre angle. La documentation sur le concept d'économie verte, fort volumineuse, présente un grand nombre de modèles, qui vont d'une économie fondée sur un paradigme tout à fait différent à une économie principalement axée sur les transformations technologiques (par exemple, les technologies non polluantes, la réduction des déchets, l'agriculture durable, etc.)

La présente étude traite de cet éventail de modèles afin de comprendre dans quelle mesure une telle économie pourrait faire place à l'inclusion en matière d'embauche. Plus précisément, l'étude examine la façon dont les idées touchant la reproduction sociale sont prises en compte dans le débat portant sur une économie verte. L'étude soutient que, pour étendre le concept d'économie verte au Canada,

il faut changer notre vision face aux principaux moteurs économiques (énergie, automobile, construction) afin de valoriser tout autant les autres types d'emplois (en particulier dans le secteur des services).

Capital, climat et collectivité : le microcrédit et les femmes

Tonia Warnecke

Dans les pays du Sud, des millions d'hommes et de femmes travaillent dans le secteur informel. Malgré la diversité de ce secteur et sa grande variété d'emplois, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'y travailler, et il y a de fortes chances pour que leur emploi soit parmi les moins bien payés du secteur. Ces disparités contribuent aux enjeux de développement humain que sont, entre autres, la pauvreté au féminin, la difficulté d'accès aux soins de santé et à l'éducation et les problèmes environnementaux. Étant donné la persistance de ces difficultés, il importe, d'une part, d'améliorer les conditions de travail des femmes et de multiplier les occasions d'emplois qui s'offrent à elles dans le secteur informel, et, d'autre part, de favoriser les occasions d'emplois pour les femmes au sein du secteur formel.

Dans les pays en développement, le microcrédit est devenu une méthode populaire pour encourager l'embauche des femmes. Le microcrédit est souvent décrit comme un outil de développement communautaire servant de modèle en matière de prêt et d'épargne. Il est vrai que le microcrédit a aidé des millions de personnes non bancarisées ou sous-bancarisées, surtout des femmes, à accéder au crédit pour ainsi échapper à la pauvreté extrême, mais ce n'est pas la même chose que le développement communautaire. Pourquoi? Parce que le développement communautaire ouvre la voie aux femmes pour qu'elles mettent en place, à l'échelle communautaire, des moyens de contrer les problèmes environnementaux. La présente étude tente de cerner dans quelle mesure le microcrédit peut contribuer au développement communautaire et maintenir l'intérêt des entrepreneurs envers une économie sociale et solidaire, et ce, malgré les obstacles suivants : marginalisation du microcrédit

face au secteur bancaire formel, présence marquée des institutions de microcrédit à but lucratif, absence d'attention accordée à l'utilité sociale du travail des entrepreneurs ayant recours au microcrédit et manque de mécanismes intégrés permettant de « redonner » à la collectivité. Les solutions de rechange au microcrédit, qui s'appliquent à revoir son fonctionnement de A à Z, surtout sur les plans communautaire et environnemental, feront l'objet de discussions afin d'établir leur potentiel à constituer la prochaine étape de ce type d'entrepreneuriat social.

Les jeunes et les changements climatiques

Animation : Rosemarie Powell
Le dimanche 1^{er} décembre 2013
De 9 h 15 à 10 h 45 – WW126

Changements climatiques, complexité et justice sociale : quels sont les liens?

Brad Bass

Cet atelier interactif permet aux étudiants d'explorer les liens qui existent entre les changements climatiques et leurs conséquences sur les ressources, l'emploi et la justice sociale. Dans le cadre de l'atelier, on utilise le logiciel COBWEB (Complexity & Organized Behaviour Within Environmental Bounds) pour concevoir des simulations par ordinateur qui permettent d'explorer ces thèmes. Les simulations sont complétées par d'autres activités visant à renforcer certains des concepts présentés dans le cadre de l'atelier.

Le logiciel COBWEB a été conçu dans le but d'étudier la façon dont des systèmes complexes pouvant comprendre des êtres humains, des animaux ou des bactéries, s'adaptent au changement et à la variabilité de l'environnement. Le logiciel compte deux composantes principales :

1. Une population d'agents (organismes complexes) qui prennent des décisions quant au déplacement, à la consommation et à la reproduction;

2. Les ressources que les agents consomment, qui varient en fonction du lieu.

Le développement régional peut-il survivre à une nouvelle ère de libre-échange?

Angelo DiCaro

À l'heure de l'accélération des échanges commerciaux internationaux et de la complexification des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, il faut nous concentrer sur le lieu de production si nous souhaitons mettre en place une économie réellement durable. Les initiatives de développement régional, comme les politiques d'achat local, sont des outils utilisés depuis longtemps par les gouvernements pour soutenir la création d'emplois (surtout pour les jeunes et les communautés fragilisées), cibler les investissements stratégiques, encadrer les économies régionales et favoriser le développement durable. Perçue par certains comme une mesure protectionniste (en particulier ces dernières années, à la suite de la crise financière), la marge de manœuvre politique dont disposent les gouvernements pour se doter de politiques d'achat local semble de plus en plus restreinte. Les accords et pactes de libre-échange commerciaux internationaux, tant les nouveaux que ceux qui existent déjà, sont utilisés pour contrôler les initiatives de développement régional et de politique d'achat local. En Ontario, les politiques d'achat local censées servir d'incubateur à une nouvelle industrie manufacturière soucieuse de l'environnement sont mises à mal. L'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, signé récemment, a marqué l'achèvement (du moins en principe) du premier d'une série d'accords de libre-échange internationaux de nouvelle génération. Ces accords de nouvelle génération vont au-delà des tarifs frontaliers et s'invitent dans le domaine des politiques publiques, et ce, à tous les paliers de gouvernement. Ils visent, entre autres, le contrôle des politiques de développement local, tout en étendant le flux des échanges à l'échelle mondiale et en ancrant solidement les droits des investisseurs. Avec une marge de manœuvre restreinte en matière de politiques, les initiatives novatrices de développement durable axées sur la

dimension locale ont-elles une chance de s'épanouir dans cette nouvelle ère de libre-échange?

PowerShift : de la base au sommet

Cameron Fenton

Selon certains groupes, qui vont de la Banque mondiale à l'Agence internationale de l'énergie en passant par la banque HSBC, pour que la planète maintienne un climat stable et sécuritaire, plus de 80 % des réserves mondiales de pétrole doivent demeurer enfouies. Pour la génération actuelle, le défi consiste à trouver comment passer d'une économie basée sur les énergies fossiles à une économie basée sur les énergies vertes et axée sur la collectivité. Un tel changement ne se produira pas du jour au lendemain, et n'aura pas lieu sans pressions politiques. Dans le cadre de la séance, nous allons examiner la montée de la mobilisation des jeunes, au Canada et ailleurs dans le monde, qui revendiquent un avenir sans pollution où règne la justice. Nous allons aussi examiner la mobilisation des jeunes travailleurs qui défendent cette cause, et comment le Canada tout entier peut se mobiliser pour faire avancer ce projet.



LABOR NETWORK
FOR SUSTAINABILITY



Canadian Labour Congress

Congrès du travail du Canada



unifor
theUnion | lesyndicat



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada



W3 | Work in a Warming World

Imprimé par du personnel syndiqué
Services d'impression de l'université York

Work in a Warming World
Université York
4700, rue Keele - 337 York Lanes
Toronto (Ontario) M3J 1P3
(416)736-2100 (post 44106)
www.workinawarmingworld.yorku.ca
w3info@yorku.ca